

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 875**28 août 2004****SOMMAIRE**

Alison Investments S.A., Luxembourg	41997	Horizon Sport Finance & Management S.A., Luxembourg	41985
Almafin S.A., Luxembourg	41999	Ici Paris XL (Luxembourg) S.A., Bertrange	41988
Amerly's International S.A.H., Luxembourg	41998	Immo-Promotions Difa S.A., Luxembourg	41970
Arpège S.A.H., Luxembourg	41995	Jalfin S.A., Luxembourg	41992
Arthur Déco, S.à r.l., Roodt (Eil)	41971	Janus Holding S.A., Luxembourg	41997
Asset Restructuring H.A.G., Luxembourg	42000	JCGS Investissements S.A., Luxembourg	41995
Atlas Investments S.A., Luxembourg	41993	Leader Holding S.A.	41993
Baki Paysage, S.à r.l., Esch-sur-Alzette	41988	Luxemburger Patentgesellschaft S.A., Luxembourg	41986
Bay-Rum Immobilière S.A., Luxembourg	41998	Malbec S.A., Luxembourg	41991
Beltxnea S.A., Luxembourg	42000	Maylys Holding S.A., Luxembourg	41993
Bluefire S.A., Luxembourg	41999	Minerals Trading S.A., Luxembourg	41999
C.D.G. Participations S.A.H., Luxembourg	41993	Mobilier Design S.A., Luxembourg	41987
C.D.G. Participations S.A.H., Luxembourg	41993	Monstera Beteiligungsgesellschaft A.G., Luxembourg	41989
Cannelle Holding S.A., Luxembourg	41996	Mytho S.A., Luxembourg	41995
Ci-Erre Lux S.A., Luxembourg	41989	Nola Holding S.A., Luxembourg	41986
Ci-Erre Lux S.A., Luxembourg	41989	Orissa Finance S.A.H., Luxembourg	41994
Clamart International S.A.H., Luxembourg	41994	Palmarosa S.A., Luxembourg	41988
Colfax Holding S.A., Luxembourg	42000	Prima Investment S.A., Luxembourg	41954
Compass Rose S.A., Luxembourg	41970	Prima Investment S.A., Luxembourg	41955
Convergence Group International S.A., Luxembourg	41990	Promocalor S.A., Luxembourg	41996
Convergence Group International S.A., Luxembourg	41990	Promothermis S.A., Luxembourg	41996
Convergence Group International S.A., Luxembourg	41991	PTAH S.A., Luxembourg	41987
Domeux Holding S.A., Luxembourg	41998	Queristics Investment, S.à r.l., Luxembourg	41975
E-Parco, S.à r.l., Luxembourg	41981	Radio Ratio Holding AG, Luxembourg	41985
Elsiema Holding S.A., Luxembourg	41999	Rohstoff A.G., Luxembourg	41996
Euro-Service S.A., Grevenmacher	41990	Safilo Capital International S.A., Luxembourg	41992
Euro-Service S.A., Grevenmacher	41990	SH Management, S.à r.l., Grevenmacher	41987
Euro-Service S.A., Grevenmacher	41990	Sireo Immobilienfonds No.4 Sicav, Luxembourg	41970
FBZ S.A., Luxembourg	41985	Sireo Immobilienfonds No.4 Sicav, Luxembourg	41956
G.A.F.L. S.A.H., Luxembourg	41991	Socexpo S.A., Luxembourg	41955
Gekko Invest Holding S.A., Luxembourg	41973	Société de Gestion Mazel S.A., Luxembourg	41955
Gekko Invest Holding S.A., Luxembourg	41973	Stripe Investments, S.à r.l., Luxembourg	41987
Gekko Invest Holding S.A., Luxembourg	41973	Transactive Management S.A., Bereldange	41992
Gekko Invest Holding S.A., Luxembourg	41974	Tridamd, S.à r.l., Mondercange	41984
Gekko Invest Holding S.A., Luxembourg	41974	UBS MFP Sicav, Luxembourg	41997
Gonella S.A.H., Luxembourg	41995	Urbana S.A., Luxembourg	41986
Gucci Luxembourg S.A., Luxembourg	41973	Vezelay S.A.H., Luxembourg	41994
		Vinifin International S.A., Luxembourg	41989

PRIMA INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt.
R. C. Luxembourg B 31.475.

L'an deux mille quatre, le douze août.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme PRIMA INVESTMENT S.A., ayant son siège social à L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt,

constituée suivant acte reçu par Maître Marc Elter, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 5 septembre 1989, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 20 du 18 janvier 1990,

modifiée en dernier lieu suivant acte sous seing privé de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 août 1999, en application de l'article 3 de la loi du 10 décembre 1998 relative à la conversion par les sociétés commerciales de leur capital en Euro, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations N° 991 du 23 décembre 1999,

inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 31.475,

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte à 10.00 heures sous la présidence de Madame Sophie Mathot, employée privée, demeurant à Arlon.

Le président nommé comme secrétaire Madame Anna Dicorato, employée privée, demeurant à Longwy,

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Christophe Serwy, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg,

Le bureau de l'assemblée étant constitué, la présidente requiert le notaire d'acter que:

I: L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1.- Réduction du capital social de la société à concurrence de EUR 1.704.490,74 pour le porter de son montant actuel de EUR 3.347.000,- à EUR 1.642.509,26 par annulation de 68.750 actions n° 33.301 à 77.830; 134.001 à 158.220, et remboursement.

2.- Pouvoirs conférés au conseil d'administration après expiration d'un mois après la publication de l'acte notarié afférent à la présente assemblée générale extraordinaire au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations à procéder au remboursement.

3.- Modification correspondante du premier paragraphe de l'article 5 des statuts aux fins de lui donner la teneur suivante: «Le capital souscrit est fixé à EUR 1.642.509,26 représenté par 66.250 actions sans désignation de valeur nominale.»

4.- Modification de l'objet social de holding en celui d'une soparfi et adaptation subséquente des articles correspondants des statuts de la société.

II: Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions des actionnaires, sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires ou par leurs mandataires et par les membres du bureau de l'assemblée, restera annexée aux présentes.

Les procurations des actionnaires représentés, paraphées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte.

III: Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée, laquelle en conséquence est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, la Présidente expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de réduire le capital souscrit actuellement de trois millions trois cent quarante-sept mille Euros (3.347.000,- EUR) à un million six cent quarante-deux mille cinq cent neuf Euros et vingt-six Cents (1.642.509,26 EUR) par annulation de 68.750 actions n° 33.301 à 77.830; 134.001 à 158.220 et remboursement.

Le Conseil d'Administration est autorisé, après expiration de trente jours après la publication du présent acte au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, à rembourser aux propriétaires des actions annulées, le montant total de un million sept cent quatre mille quatre cent quatre-vingt-dix Euros et soixante-quatorze Cents (1.704.490,74 EUR) par annulation des actions numéros 33.301 à 77.830; 134.001 à 158.220.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'assemblée décide de modifier l'article 5, premier alinéa des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5. Premier paragraphe:** Le capital souscrit est fixé à un million six cent quarante-deux mille cinq cent neuf Euros et vingt-six Cents (1.642.509,26 EUR) représenté par soixante-six mille deux cent cinquante (66.250) actions sans désignation de valeur nominale.»

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social de la société, initialement holding 29 afin d'adopter celui d'une soparfi.

En conséquence l'article 4 des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 4.** La société a pour objet toutes opérations commerciales se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise luxembourgeoise ou étrangère se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations sans avoir à respecter les limites de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.»

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, participer à la création, au développement et au contrôle de toutes entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange, accorder tous concours, prêts, avances ou garanties à toute société dans laquelle elle dispose d'un intérêt direct ou indirect.

Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés ou non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens et le placement et la gestion de ses liquidités.

En général, la société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour la présente assemblée a été clôturée à 10.45 heures.

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, rémunération et charges qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont évalués à 1.100,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus par le notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: S. Mathot, A. Dicorato, C. Serwy, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 19 août 2004, vol. 144S, fol. 86, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 23 août 2004.

P. Decker.

(069507.3/206/90) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2004.

PRIMA INVESTMENT S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt.

R. C. Luxembourg B 31.475.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 23 août 2004.

Pour la société

P. Decker

Notaire

(069509.3/206/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2004.

SOCIETE DE GESTION MAZEL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.

R. C. Luxembourg B 97.550.

Le bilan au 31 décembre 2003, ainsi que l'annexe et les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 5 juillet 2004, réf. LSO-AS00907, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(053238.3/833/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2004.

SOCEXPO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 11A, rue de Bonnevoie.

R. C. Luxembourg B 66.844.

Les comptes annuels au 31 décembre 2003, enregistrés à Luxembourg, le 2 juillet 2004, réf. LSO-AS00798, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2004.

Pour le Conseil d'Administrateur

Signature

(053206.3/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2004.

SIREO IMMOBILIENFONDS NO.4 SICAV, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.

Gesellschaftssitz: L-1840 Luxemburg, 8A, boulevard Joseph II.
H. R. Luxemburg B 100.893.

Im Jahre zweitausendundvier, am achtzehnten August.

Vor dem unterschriebenen Notar Alphonse Lentz, mit Amtssitz in Remich (Grossherzogtum Luxemburg).

Sind die Aktionäre der société d'investissement à capital variable SIREO IMMOBILIENFONDS No. 4 SICAV, mit Sitz in L-1150 Luxemburg, 283, route d'Arlon, gegründet gemäss Urkunde, aufgenommen durch Notar Jean-Joseph Wagner, mit Amtssitz in Samen, am 14. Mai 2004, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, vom 10. Juni 2004, Nummer 595, zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Die Sitzung wird eröffnet um 15.30 Uhr.

Als vorsitzender der Generalversammlung amtiert Frau Joëlle Hauser, Rechtsanwalt, beruflich wohnhaft in Luxemburg.

Zum Schriftführer wird bestellt Herr Jacques Schroeder, Rechtsanwalt, beruflich wohnhaft in Luxemburg.

Die Versammlung bestellt als Stimmzähler Herr Olivier Lambertyn, Jurist, beruflich wohnhaft in Luxemburg.

Bericht des Vorsitzenden

Der Vorsitzende berichtet und die Versammlung stellt fest:

1. Die Aktionäre sowie deren bevollmächtigte Vertreter sind unter Angabe des Namens, Vornamens, des Datums der Vollmachten sowie der Stückzahl der vertretenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste mit ihrer Unterschrift eingetragen. Die Anwesenheitsliste wird durch den Vorsitzenden abgeschlossen und durch den Verwaltungsvorstand gezeichnet. Sie wird dem gegenwärtigen Protokoll nebst den darin erwähnten Vollmachten, welche durch die Erschienenen ne varietur paraphiert wurden, beigelegt bleiben, um mit demselben einregistriert zu werden.

2. Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, das gesamte Aktienkapital von EUR 50.000,- (fünfzigtausend Euro) eingeteilt in 5 (fünf) voll eingezahlte Aktien, bei der gegenwärtigen Versammlung vertreten ist. Da alle Aktionäre oder deren Vertreter erklären, dass sie die Tagesordnung kennen und auf die gesetzliche und statutarische Einberufung verzichten, ist somit ist die gegenwärtige Versammlung rechtsgültig zusammengetreten und befugt, über nachstehende Tagesordnung zu beschliessen.

3. Die gegenwärtige Versammlung hat zur Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Änderung der Satzung der Gesellschaft, um ihren Wortlaut dem neuen, von der Aufsichtsbehörde genehmigten Text anzupassen.

2. Verlegung des Gesellschaftssitzes.

3. Verschiedenes.

Nach Beratung fasst die Generalversammlung dann einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst, die Satzung der Gesellschaft abzuändern, um ihren Wortlaut dem neuen, von der Aufsichtsbehörde genehmigten Text anzupassen.

Dementsprechend lautet die neue Fassung der Satzung wie folgt:

Definitionen

«Acquisition Fee»

Die von der Gesellschaft gemäß dem Investment Advisory Agreement bei dem Erwerb einer Immobilie an den Investment Advisor zu zahlende Gebühr.

«Aktie»

Eine Aktie der Gesellschaft.

«Aktionär»

Ein Investor, der ein Subscription Agreement unterzeichnet und Aktien erworben hat. Jeder Aktionär gilt zugleich auch als Investor im Sinne dieser Satzung.

«Aktionärsgruppe»

Aktionäre, die gemäß Richtlinie 83/349/EWG des Rates über den konsolidierten Abschluss oder gemäß anerkannten internationalen Bilanzierungsvorschriften gemeinsam in einen konsolidierten Abschluss einzubeziehen sind.

«Aktionärsversammlung»

Eine ordentliche oder außerordentliche Aktionärsversammlung der Gesellschaft.

«Anlageausschuss»

Ausschuss zur Beratung des Verwaltungsrats, der sich aus Vertretern von Aktionären der Gesellschaft zusammensetzt und formell vom Verwaltungsrat bestellt wird.

«Asset Advisory Fee»

Die von der Gesellschaft gemäß dem Investment Advisory Agreement an den Investment Advisor zu zahlende laufende Gebühr.

«Bankarbeitstag»

Jeder Tag, an dem die Banken in Luxemburg für den Geschäftsverkehr geöffnet sind.

«Bewertungstag»

Ein Tag, zu dem gemäß dieser Satzung der Nettoinventarwert je Aktie bestimmt wird.

«Bindungszeitraum»

Der Zeitraum, in dem sämtliche Kapitalzusagen eingefordert und gezahlt werden sollen und der spätestens vier Jahre nach dem ersten Closing endet.

«Closing»

Die von dem Verwaltungsrat bestimmten Tage, an denen die Subscription Agreements von den Investoren unterzeichnet werden und die Zulassung von Investoren durch die Gesellschaft erfolgt.

«Depotbank»

Die Bank, welche von der Gesellschaft als Depotbank im Sinne des Gesetzes vom 19. Juli 1991 ernannt wird.

«Einzahlungsaufforderung»

Die Aufforderung der Gesellschaft an einen Investor, einen prozentualen Anteil seiner Offenen Kapitalzusage gegen Ausgabe von Aktien an die Gesellschaft zu zahlen.

«Erstemissionsphase»

Der vom Verwaltungsrat festgelegte und im Private Placement Prospectus angegebene Zeitraum, während dessen die Gesellschaft Aktien zum Erstemissionspreis ausgibt.

«Geregelter Markt»

Ein regelmäßig betriebener, regulierter, anerkannter und der Öffentlichkeit zugänglicher Markt.

«Gesellschaft»

Die Sireo Immobilienfonds No. 4 SICAV.

«Gesetz vom 19. Juli 1991»

Das luxemburgische Gesetz vom 19. Juli 1991 über Organismen für gemeinsame Anlagen, deren Anteile nicht zum öffentlichen Vertrieb bestimmt sind.

«Immobilien»

Alle Vermögensgegenstände welche unter dem geltenden luxemburgischen Recht als Immobilienwerte (valeurs immobilières) angesehen werden, insbesondere Grundstücke und Gebäude, unmittelbare und mittelbare Beteiligungen an Immobiliengesellschaften und grundstücksgleiche Rechte wie im Private Placement Prospectus beschrieben.

«Immobiliensachverständiger»

Von der Gesellschaft ernannter unabhängiger Sachverständiger, der die Bewertung der Immobilienanlagen der Gesellschaft vornimmt.

«Investment Advisor»

SIREO REAL ESTATE ASSET MANAGEMENT, GmbH.

«Investment Advisory Agreement»

Die zwischen der Gesellschaft und dem Investment Advisor zu schließende Vereinbarung, durch welche der Investment Advisor mit der Beratung hinsichtlich der Vermögensverwaltung der Gesellschaft und dem Property Management der Immobilien beauftragt wird.

«Investment Advisory Fees»

Von der Gesellschaft gemäß dem Investment Advisory Agreement an den Investment Advisor zu zahlende Asset Advisory Fee, Acquisition Fee, Sales Fee und Performance Fees.

«Investor»

Ein institutioneller Investor im Sinne des Gesetzes vom 19. Juli 1991, der ein Subscription Agreement unterzeichnet hat.

«Kapitalzusage»

Die durch den Investor gegenüber der Gesellschaft durch Unterzeichnung des Subscription Agreements eingegangene Verpflichtung, den im Subscription Agreement angegebenen Geldbetrag in die Gesellschaft einzuzahlen.

«Nettoinventarwert»

Der gemäß Artikel 12 bestimmte Nettoinventarwert der Gesellschaft.

«Offene Kapitalzusagen»

Der Anteil der Kapitalzusagen der Investoren gemäß dem Subscription Agreement, der noch nicht eingefordert und an die Gesellschaft gezahlt wurde.

«Performance-Fees»

Die von der Gesellschaft unter den Voraussetzungen des gemäß dem Investment Advisory Agreement an den Investment Advisor zu zahlenden Gewinnbeteiligungen.

«Private Placement Prospectus»

Der Private Placement Prospectus der Gesellschaft in seiner jeweils gültigen Fassung.

«Promoter»

Sireo Real Estate Asset Management GmbH, als die Rechtseinheit, auf deren Veranlassung die Gesellschaft initiiert wird und welche die wesentlichen Vorgaben zur Struktur der Gesellschaft vorgibt.

«Qualifizierte Mehrheit»

76 % aller im Umlauf befindlichen Aktien.

«Sales Fee»

Die von der Gesellschaft gemäß dem Investment Advisory Agreement bei dem Verkauf einer Immobilie an den Investment Advisor zu zahlende Gebühr.

«Satzung»

Diese Satzung der Gesellschaft.

«Säumiger Investor»

Ein von der Gesellschaft gemäß Artikel 8 für säumig erklärter Investor.

«Subscription Agreement»

Die zwischen dem Investor und der Gesellschaft geschlossene Vereinbarung, durch die sich der Investor verpflichtet, bis zu einem bestimmten Höchstbetrag Aktien zu zeichnen, wobei dieser Betrag in voller Höhe oder in Teilbeträgen gegen Ausgabe von Aktien an die Gesellschaft zu zahlen ist, wenn der Investor eine Einzahlungsaufforderung erhält, und durch die sich die Gesellschaft ihrerseits verpflichtet, voll eingezahlte Aktien an den Investor auszugeben, soweit die Kapitalzusage des Investors in Anspruch genommen und bezahlt wird.

«Verbundenes Unternehmen»

Bezeichnet in Bezug auf eine Person ein Unternehmen, wenn (i) dieses an der Person unmittelbar oder mittelbar zu mehr als 50 % beteiligt ist oder unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss auf diese Person ausüben kann oder (ii) umgekehrt die Person an dem Unternehmen unmittelbar oder mittelbar zu mehr als 50 % beteiligt ist oder auf dieses unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss ausüben kann oder (iii) eine dritte Person sowohl an der Person als auch dem Unternehmen unmittelbar oder mittelbar zu jeweils mindestens mehr als 50 % beteiligt ist oder auf beide unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss ausüben kann.

«Vertreter des Anlageausschusses»

Jedes Mitglied des Anlageausschusses.

«Verwaltungsrat»

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft.

Titel I: Name - Geschäftssitz - Laufzeit - Geschäftszweck

Art. 1. Name.

Zwischen den Zeichnern und denjenigen, welche Eigentümer von zukünftig ausgegebenen Aktien werden können, besteht eine Aktiengesellschaft («société anonyme») in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital («société d'investissement à capital variable») mit dem Namen SIREO IMMOBILIENFONDS NO. 4 SICAV.

Art. 2. Geschäftssitz

Geschäftssitz der Gesellschaft ist Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Tochtergesellschaften, Zweigstellen und sonstige Geschäftsstellen können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden. Der Geschäftssitz kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb Luxemburg-Stadt geändert werden.

Art. 3. Laufzeit

Vorbehaltlich Artikel 32 wird die Gesellschaft für einen Zeitraum von 15 Jahren ab dem 20. August 2004 errichtet. Die Laufzeit der Gesellschaft kann auf Vorschlag des Verwaltungsrats zweimal um je ein weiteres Jahr verlängert werden. Jeder dieser Verlängerungsanträge des Verwaltungsrats bedarf der Zustimmung der Aktionärsversammlung mit Qualifizierter Mehrheit. Eine weitere Verlängerung der Gesellschaft auf Vorschlag des Verwaltungsrates nach Ablauf dieser beiden Verlängerungen auf bestimmte oder unbestimmte Zeit erfordert einen einstimmigen Beschluss der Aktionäre.

Art. 4. Geschäftszweck

Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die direkte oder indirekte Anlage ihres Vermögens über Tochtergesellschaften in Immobilien, mit dem Ziel, den Aktionären Erträge aus der Verwaltung, Bewirtschaftung und Veräußerung der Immobilien zukommen zu lassen. Die Gesellschaft ist befugt, alle Maßnahmen zu ergreifen und Geschäfte abzuschließen, die sie zur Erfüllung und Entwicklung ihres Geschäftszwecks für nützlich hält, soweit dies nach dem Gesetz vom 19. Juli 1991 zulässig ist.

Titel II: Kapital - Aktien - Nettoinventarwert

Art. 5. Kapital

(1) Das Kapital der Gesellschaft besteht aus voll eingezahlten Aktien ohne Nennwert und entspricht jederzeit dem gesamten Nettoinventarwert der Gesellschaft gemäß Artikel 12.

(2) Das Anfangskapital der Gesellschaft beträgt Euro 50.000,- und besteht aus fünf Aktien ohne Nennwert.

(3) Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt Euro 1.250.000,- (in Worten: eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro). Das Mindestkapital ist innerhalb von sechs Monaten ab dem Tag der Zulassung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen gemäss den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen zu erreichen.

Art. 6. Form der Aktien

(1) Die Aktien werden ausschließlich als Namensaktien ausgegeben.

Alle von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien werden im Aktienregister eingetragen, das von der Gesellschaft bzw. von einer oder mehreren von der Gesellschaft ernannten Personen geführt wird. Dieses Verzeichnis enthält den Namen von jedem Aktionär, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie seinen Geschäftssitz, den er der Gesellschaft angegeben hat. Die Eintragung der Namen der Aktionäre in das Aktienregister belegt deren Eigentumsrecht an diesen Ak-

tien. Jeder Aktionär erhält schriftlich eine Bestätigung, dass die Aktien auf seinen Namen im Aktienregister eingetragen sind. Die Übertragung einer Aktie erfolgt durch Unterzeichnung einer datierten, schriftlichen Übertragungserklärung durch den Käufer und den Veräußerer, beziehungsweise von diesen bevollmächtigte Personen und die Eintragung ins Aktienregister. Die Gesellschaft kann auch andere Formen des Nachweises für eine Aktienübertragung akzeptieren, wenn sie diese für geeignet hält; auch in diesem Fall ist eine Eintragung in das Aktienregister vorzunehmen.

Die Eintragung in das Aktienregister wird von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern oder leitenden Angestellten der Gesellschaft bzw. von einer oder mehreren anderen vom Verwaltungsrat entsprechend bevollmächtigten Personen unterzeichnet.

Aktien sind vorbehaltlich der Bestimmungen in Artikel 11 frei übertragbar.

(2) Aktionäre teilen der Gesellschaft eine Anschrift mit, an die alle Mitteilungen und Bekanntmachungen zu senden sind. Diese Anschrift wird ebenfalls ins Aktienregister eingetragen. Falls ein Aktionär die Angabe einer Anschrift unterlässt, kann die Gesellschaft dies im Aktienregister vermerken. In diesem Falle gilt bis zur Angabe einer Anschrift durch den Gesellschafter der Geschäftssitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft zu bestimmende und ins Aktienregister einzutragende Anschrift als Anschrift des Aktionärs. Ein Aktionär kann seine im Aktienregister eingetragene Anschrift jederzeit durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft ändern.

(3) Falls mehrere Personen als Inhaber einer Aktie eingetragen sind, gilt der im Aktienregister zuerst genannte Inhaber als Vertreter aller Mitinhaber und wird alleine als Inhaber dieser Aktie behandelt, insbesondere ist nur er zum Erhalt von Mitteilungen der Gesellschaft berechtigt.

(4) Die Gesellschaft kann sich für die Ausgabe von Aktienbruchteilen entscheiden. Solche Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt, berechtigen den Inhaber jedoch anteilsmäßig zur Teilhabe am Gesellschaftsvermögen.

Art. 7. Ausgabe und Verkauf von Aktien

Aktien werden nur an institutionelle Investoren im Sinne des Gesetzes vom 19. Juli 1991 ausgegeben, die ein Subscription Agreement unterzeichnet haben. Die Anzahl der Aktionäre darf zu keinem Zeitpunkt 30 übersteigen.

Die Gesellschaft gibt während des Zeitraums, in welchem die Berechnung des Nettoinventarwerts der Gesellschaft gem. Artikel 12 ausgesetzt ist, keine Aktien aus. Wird die Berechnung des Nettoinventarwerts ausgesetzt, nachdem Investoren bereits einer Zahlungsaufforderung folgeleistend Zahlungen erbracht haben, so werden die Aktien auf Basis des ersten nach Beendigung der Aussetzung berechneten Nettoinventarwerts ausgegeben.

Während der vom Verwaltungsrat festgelegten Erstemissionsphase werden die Aktien der Gesellschaft zu einem von dem Verwaltungsrat bestimmten und im Private Placement Prospectus veröffentlichten Preis ausgegeben. Gibt die Gesellschaft nach Ablauf der Emissionsphase Aktien aus, entspricht der Preis dem Nettoinventarwert je Aktie, der gemäß Artikel 12 am Bewertungstag gemäß den vom Verwaltungsrat jeweils festgelegten Grundsätzen berechnet wird.

Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder leitenden Angestellten der Gesellschaft bevollmächtigen, Zeichnungen anzunehmen, Zahlungen für neu auszugebende Aktien entgegenzunehmen und die Aktien zuzustellen.

Art. 8. Säumiger Investor

Zahlt ein Investor innerhalb des vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitraums entgegen seiner Kapitalzusage nicht, obwohl ihm eine entsprechende schriftliche Zahlungsaufforderung an die im Subscription Agreement (beziehungsweise im Aktienregister) verzeichnete Anschrift zugesandt wurde, kann die Gesellschaft den betreffenden Investor zum Säumigen Investor erklären, mit der Folge, dass:

a) von dem Säumigen Investor die Zahlung einer Entschädigung an die Gesellschaft in Höhe von 10 % seiner gesamten Kapitalzusage gefordert wird; und

b) Ausschüttungen an den Säumigen Investor aufgerechnet oder zurückgehalten werden, bis alle der Gesellschaft geschuldeten Beträge von ihm vollständig eingezahlt sind.

Daneben kann der Verwaltungsrat auf Empfehlung des Anlageausschusses (in dem Aktionäre aus der Aktionärsgruppe des Säumigen Investors insoweit kein Stimmrecht haben) folgende Maßnahmen ergreifen:

1) Zwangsrücknahme der Aktien des Säumigen Investors durch die Gesellschaft gegen Zahlung eines Betrags in Höhe von 90 % des Nettoinventarwerts der betroffenen Aktien bzw. (falls dieser Betrag niedriger ist) 90 % des ursprünglichen Ausgabepreises dieser Aktien an den betreffenden Aktionär, wobei der Rücknahmepreis erst im Zeitpunkt der Beendigung der Gesellschaft ausgezahlt wird;

2) Einräumung des Rechts an die Nicht-Säumigen Investoren, die Aktien des Säumigen Investors anteilig zu einem Preis in Höhe von 90 % des Nettoinventarwerts der maßgeblichen Aktien zu kaufen, nachdem die Gesellschaft die Aktien zurückgekauft hat;

3) Kündigung oder Verringerung der Kapitalzusage des Säumigen Investors; oder

4) Ausschöpfung aller sonstigen durch die Rechtsordnung zur Verfügung gestellten Möglichkeiten.

Den Aktionären kann eine weitere Zahlungsaufforderung zugesandt werden, um den durch den Säumigen Investor entstandenen Ausfall auszugleichen (wobei diese nicht die Offene Kapitalzusage der jeweiligen Aktionäre überschreiten darf), und durch Beschluss der Aktionäre mit Qualifizierter Mehrheit können neue Investoren zur Gesellschaft zugelassen werden, welche an Stelle des Säumigen Investors Zahlungen zu leisten haben.

Art. 9. Rücknahme von Aktien, Rücknahmeaufschub, Aussetzung der Rücknahme

(1) Jeder Aktionär kann verlangen, dass ihm gegen Rückgabe von Aktien sein Anteil am Gesellschaftsvermögen aus diesem ausgezahlt wird.

(2) Verlangt der Aktionär, dass ihm gegen Rückgabe von Aktien sein Anteil am Gesellschaftsvermögen ausgezahlt wird, so kann die Gesellschaft die Rückzahlung bis zum Ablauf eines Jahres nach Vorlage der Aktien zur Rücknahme verweigern, wenn die Bankguthaben und der Erlös aus Barmitteln, Geldmarktinstrumenten und börsennotierten Wertpapieren («Liquide Mittel») zur Zahlung des Rücknahmepreises und zur Sicherstellung einer ordnungsgemäßen laufenden Bewirtschaftung nicht ausreichen oder nicht sogleich zur Verfügung stehen.

Reichen nach Ablauf dieser Frist die liquiden Mittel nicht aus, so sind Vermögensgegenstände der Gesellschaft zu veräußern. Bis zur Veräußerung dieser Vermögensgegenstände zu angemessenen Bedingungen, längstens jedoch zwei Jahre nach Vorlage von Aktien zur Rücknahme, kann die Gesellschaft die Rücknahme verweigern. Nach Ablauf dieser Frist kann die Gesellschaft Vermögensgegenstände ohne Beachtung der Beleihungsgrundsätze und über den im Privat Placement Prospectus genannten Fremdkapitalanteil von circa 50 % hinaus, höchstens jedoch bis zu 75 % des mittleren Wertes der Vermögenswerte auf konsolidierter Basis, beleihen, um die Mittel zur Rücknahme der Aktien zu beschaffen. Sie ist verpflichtet, Belastungen, soweit diese die im Privat Placement Prospectus genannte Belastungsgrenze überschreiten, abzulösen, sobald dies zu angemessenen Bedingungen möglich ist. Wird die Rücknahme nach den Vorschriften dieses Absatzes aufgeschoben, so ist der Rücknahmepreis zum Zeitpunkt der tatsächlich durchgeführten Rücknahme zu bestimmen.

Der Rücknahmepreis je Aktie entspricht bei jeder Rücknahme dem Nettoinventarwert je Aktie.

(3) Die Gesellschaft darf die Rücknahme der Aktien aussetzen, wenn außergewöhnliche Umstände gemäß Artikel 13 vorliegen, die eine Aussetzung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre erforderlich erscheinen lassen. Solange die Rücknahme ausgesetzt ist, dürfen keine Aktien ausgegeben werden. Die Gesellschaft wird der CSSF die Entscheidung zur Aussetzung der Rücknahme unverzüglich anzeigen. Die Gesellschaft wird die Aktionäre durch eine schriftliche Bekanntmachung an die im Aktienregister angegebene Anschrift über die Aussetzung und die Wiederaufnahme der Rücknahme der Aktien unterrichten. Falls ein Rücknahmeantrag gestellt wurde, welcher bis zum Datum der Wiederaufnahme der Rücknahme der Aktien nicht schriftlich bei der Gesellschaft widerrufen wurde, wird der Antrag gemäß den geltenden Bestimmungen abgerechnet.

(4) Aktien die zurückgekauft wurden, werden annulliert.

(5) Der Rücknahmepreis je Aktie wird innerhalb von dreißig Bankarbeitstagen nach der tatsächlich durchgeführten Rücknahme gezahlt.

Art. 10. Beschränkungen des Eigentums an Aktien

Die Gesellschaft kann das Eigentum an Aktien personenbezogen beschränken oder verhindern, wenn das Eigentum nach Ansicht des Verwaltungsrats der Gesellschaft schaden könnte oder einen Verstoß gegen luxemburgische oder ausländische Gesetze oder Rechtsvorschriften darstellen könnte oder wenn die Gesellschaft hierdurch den Gesetzen (beispielsweise den Steuergesetzen) eines anderen Staates als Luxemburg unterworfen sein könnte.

Insbesondere kann der Verwaltungsrat das Eigentum von US-Personen und Nicht-Institutionellen Investoren (jeweils im Sinne der in diesem Artikel verwendeten Definition) beschränken und die Gesellschaft kann zu diesem Zweck:

a) die Ausgabe von Aktien bzw. die Eintragung einer Übertragung von Aktien verweigern, wenn es Anhaltspunkte gibt, dass diese Eintragung bzw. Übertragung dazu führt, dass US-Personen oder Nicht-institutionelle Investoren rechtliches oder wirtschaftliches Eigentum an Aktien erwerben; und

b) von einer Person, deren Name im Aktienregister eingetragen ist, bzw. einer Person, die sich um die Eintragung der Übertragung von Aktien ins Aktienregister bemüht, verlangen, dass sie der Gesellschaft jegliche Informationen beibringt - und deren Richtigkeit an Eides Statt versichert -, die die Gesellschaft für notwendig hält, um entscheiden zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Aktien dieses Aktionärs bei einer US-Person oder einem Nicht-institutionellen Investor liegt oder ob sich aus der betreffenden Eintragung ein wirtschaftliches Eigentum von US-Personen bzw. nicht-institutionellen Investoren ergeben würde; und

c) von einem Aktionär verlangen, seine Aktien zu verkaufen und der Gesellschaft innerhalb von zwanzig Bankarbeitstagen den entsprechenden Verkauf nachzuweisen, wenn der Verwaltungsrat Anhaltspunkte dafür hat, dass eine US-Person oder ein Nicht-institutioneller Investor entweder alleine oder in Verbindung mit einer anderen Person der wirtschaftliche Eigentümer von Aktien ist. Hält der betreffende Aktionär sich nicht an diese Anweisung, kann die Gesellschaft zwangsweise alle von diesem Aktionär gehaltenen Aktien zurücknehmen oder den Zwangsverkauf durch diesen Aktionär verlangen, und zwar auf folgende Art und Weise:

(i) Der Verwaltungsrat stellt dem Aktionär, der solche Aktien hält bzw. im Aktienregister als Eigentümer der zu kaufenden Aktien eingetragen ist, eine zweite Mitteilung zu (nachstehend «Kaufmitteilung» genannt), in der die wie oben ausgeführt zu kaufenden Aktien und die Berechnungsweise des Kaufpreises angegeben sind. Jede dieser Mitteilungen kann dem Aktionär zugesandt werden, indem sie an die im Aktienregister der Gesellschaft eingetragene Anschrift des betreffenden Aktionärs adressiert werden. Mit Ablauf des Tages, der in der Kaufmitteilung angegeben wird, endet die Eigentümerstellung des Aktionärs hinsichtlich der in dieser Mitteilung angegebenen Aktien, und sein Name wird aus dem Aktienregister gestrichen.

(ii) Der für jede Aktie zu zahlende Preis (nachstehend «Kaufpreis» genannt), entspricht dem gemäß Artikel 12 berechneten Nettoinventarwert je Aktie am Bewertungstag, der dem vom Verwaltungsrat für die Rücknahme der Aktien bestimmten Zeitpunkt der Kaufmitteilung unmittelbar vorangeht, abzüglich der in Artikel 12 vorgesehenen Kosten und Gebühren.

(iii) Der Kaufpreis wird dem früheren Eigentümer der betreffenden Aktien normalerweise in Euro gezahlt und wird nach der endgültigen Bestimmung des Kaufpreises zur Zahlung an den betreffenden Eigentümer bei einer Bank in Luxemburg oder an einem anderen, in der Kaufmitteilung bestimmten, Ort hinterlegt. Mit Zugang der Kaufmitteilung verliert der frühere Eigentümer, mit Ausnahme des Rechts auf Erhalt des unverzinsten Kaufpreises von der betreffenden Bank, jegliche Rechte an diesen Aktien sowie jegliche Rechte und Ansprüche gegen die Gesellschaft und hinsichtlich deren Vermögens. Alle einem Aktionär gemäß diesem Artikel gegen die Gesellschaft zustehenden Forderungen, die nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren ab dem in der Kaufmitteilung angegebenen Datum geltend gemacht werden, fallen an die Gesellschaft zurück und können nicht mehr geltend gemacht werden. Der Verwaltungsrat ist dazu ermächtigt, jeweils alle zur Vollendung des Heimfalls notwendigen Schritte zu unternehmen, und diese Maßnahmen im Namen der Gesellschaft zu genehmigen.

(iv) Die Ausübung der in diesem Paragraphen der Gesellschaft eingeräumten Rechte kann nicht mit der Begründung angezweifelt oder für unwirksam erklärt werden, dass das Eigentum einer Person an Aktien ungenügend nachgewiesen wurde oder dass das Eigentum an den Aktien tatsächlich von jemand anderem gehalten wurde, als von der Gesellschaft am Tag der Kaufmitteilung angenommen, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft in gutem Glauben gehandelt hat.

Der in diesen Paragraphen verwendete Begriff «US-Person» steht für Staatsbürger der USA oder Personen mit ständigem Wohnsitz in den USA bzw. nach den Gesetzen von US-Bundesstaaten, Territorien oder Besitzungen der USA gegründete Kapital- oder Personengesellschaften oder Nachlassvermögen bzw. Trusts außer Nachlässen bzw. Treuhandverhältnissen, deren Einkommen aus Quellen außerhalb der USA bei der Berechnung des Bruttoeinkommens für US-Einkommensteuerzwecke nicht berücksichtigt wird, oder jegliche Firmen, Gesellschafter oder andere Rechtsgebilde - unabhängig von Nationalität, Domizil, Standort und Geschäftssitz -, wenn gemäß dem jeweils geltenden Einkommensteuerrecht der USA deren Besitz einer oder mehreren US-Personen bzw. in der unter dem US-Securities Act von 1933 erlassenen Regulation S oder dem US-Internal Revenue Code von 1986 in seiner jeweils letzten Fassung als «US-Personen» definierten Personen zugeschrieben wird.

Der Begriff «US-Person» schließt weder die Zeichner von Aktien, die bei Gründung der Gesellschaft ausgegeben werden, ein, solange diese Zeichner diese Aktien halten, noch die Wertpapierhändler, die Aktien im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien durch die Gesellschaft zu Vertriebszwecken erwerben.

Der Begriff «Nicht-Institutioneller Investor», so wie in dieser Satzung verwendet, umfasst alle natürlichen und juristischen Personen, die nicht als «Institutionelle Investoren» im Sinne des Gesetzes vom 19. Juli 1991 über Organismen zur gemeinsamen Anlage in Aktien, die nicht bei Privatanlegern platziert werden sollen, gelten können.

Personen, die Aktien an der Gesellschaft halten, verpflichten sich, ihre Aktien weder an US-Personen noch an Nicht-Institutionelle Investoren zu verkaufen oder zu übertragen.

Art. 11. Übertragung von Aktien

(1) Jede Verfügung über Aktien bedarf nicht der Zustimmung der übrigen Aktionäre. Aktien können lediglich an institutionelle Investoren übertragen werden. Verfügung ist insbesondere der Verkauf, der Tausch, die Übertragung, der Transfer und die Abtretung von Aktien. Jegliche (subsidiäre) Haftung für ausstehende Kapitaleinzahlungen oder andere Beträge durch den Aktionär nach Verfügung über die Aktien ist ausgeschlossen (keine gesamtschuldnerische Haftung von Veräußerer und Erwerber). Derartige Verpflichtungen gehen mit schuldbefreiender Wirkung für den Veräußerer auf den Erwerber über.

(2) Eine Verfügung ist grundsätzlich nur möglich, wenn es sich beim Erwerber der Aktien um institutionelle Investoren handelt. Hierzu gehören unter anderem Versicherungen, Sozialversicherungsträger, Pensionsfonds, Pensionskassen, Kapitalanlagegesellschaften, Stiftungen sowie Kreditinstitute. Andere potentielle Erwerber können akzeptiert werden, sofern sie über die entsprechende Bonität (Investmentgrade-Rating) oder über ausreichende geeignete Sicherheiten verfügen und als «Institutionelle Investoren» im Sinne des Gesetzes vom 19. Juli 1991 qualifizieren.

(3) Für den Fall der Verfügung über Aktien wird den übrigen Aktionären ein Vorkaufsrecht eingeräumt. Vor jeder Verfügung gemäß dem in Absatz 5 näher beschriebenen Verfahren über Aktien hat der Verfügende die in Rede stehenden Aktien zu den gleichen Bedingungen den übrigen Aktionären anzubieten und/oder den übrigen Aktionären die Möglichkeit einzuräumen, selbst einen neuen Aktionär für die Aktien zu bestimmen. Sofern die Aktionäre von diesem Angebot nicht binnen zwei Monaten Gebrauch machen, kann die Veräußerung an den von dem Veräußernden bestimmten Dritten erfolgen.

(4) Soweit und solange Aktien zum Sicherungsvermögen eines Aktionärs gehören, darf über diese Aktien nur mit vorheriger schriftlicher Zustimmung des gemäß § 70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes bestellten Treuhänders oder seines Stellvertreters verfügt werden.

(5) Ein Aktionär (nachstehend «Verkaufender Aktionär» genannt), der einige oder sämtliche von ihm gehaltene Aktien (nachstehend «Angebotene Aktien» genannt) an einen anderen Aktionär oder einen Dritten (nachstehend «Dritter» genannt) verkaufen will, muss dem Verwaltungsrat diese Tatsache mitteilen und Einzelheiten zu den angebotenen Aktien (insbesondere Kaufpreis je Aktie, Zahl der Angebotenen Aktien) angeben, wobei die Bedingungen dieses Angebots bei Annahme endgültig und bindend sein müssen. Der Verwaltungsrat bietet die angebotenen Aktien innerhalb von zehn Bankarbeitstagen nach Erhalt dieser Mitteilung im Verhältnis zur von jedem Aktionär gehaltenen jeweiligen Anzahl von Aktien den anderen Aktionäre an. Die Angebotenen Aktien werden zu einem Preis je Aktie und zu denselben Bedingungen angeboten, wie sie der Dritte angeboten hatte (nachstehend «Vereinbarte Bedingungen» genannt), und das Angebot steht über einen Zeitraum von zwanzig Bankarbeitstagen zur Annahme offen (nachstehend «Annahmezeitraum» genannt).

a) Bei Annahme eines Angebots teilt jeder Aktionär dem Verwaltungsrat die Anzahl der Angebotenen Aktien mit, für die er das Angebot annimmt, und ob er willens ist, weitere Angebotene Aktien zu kaufen und wie viele, falls nicht alle anderen Aktionäre das Angebot annehmen.

b) Falls nicht alle Aktionäre das Angebot vollständig annehmen, werden die überschüssigen Angebotenen Aktien an die Aktionäre verkauft, die gemäß Punkt a) im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Aktien ihre Bereitschaft bekundet haben, weitere Angebotene Aktien zu kaufen. Wenn nur ein Aktionär das Angebot annimmt, können alle Angebotenen Aktien an diesen Aktionär verkauft werden.

c) Der Verwaltungsrat benachrichtigt spätestens fünf Bankarbeitstage nach dem Ende des Annahmezeitraums den Verkaufenden Aktionär über die Anzahl der Angebotenen Aktien, zu deren Kauf sich die anderen Aktionäre verpflichtet haben. Der Verkaufende Aktionär verkauft dementsprechend diese Anzahl von Angebotenen Aktien an die anderen Aktionäre und kann die restlichen Angebotenen Aktien an den Dritten verkaufen, vorausgesetzt, dass dieser Verkauf innerhalb von zwanzig Bankarbeitstagen nach dem Annahmezeitraum für die anderen Aktionäre und gemäß den Vereinbarten Bedingungen erfolgt.

d) Solange ein Aktionär noch ausstehende Verpflichtungen gemäß dem Subscription Agreement zu erfüllen hat, können Verkauf, Abtretung oder Übertragung der von dem betreffenden Aktionär gehaltenen Aktien nicht rechtswirksam werden, sofern der jeweilige Übertragungsempfänger oder Zessionar sich nicht schriftlich verpflichtet, die Bedingungen des Subscription Agreements einzuhalten, indem er eine Beitrittsurkunde ausfertigt.

(6) Für die Einräumung, Abtretung, Verpfändung oder Gewährung von Sicherheiten an Aktien gelten die vorstehenden Vorschriften entsprechend.

(7) Absätze 3 und 5 gelten nicht für Ausgleichsabtretungen, die ein Investor, der beim ersten Closing ein Subscription Agreement unterzeichnet hat oder Aktien vor der Einzahlungsaufforderung erworben hat («Erst-Investor»), gemäß diesem Subscription Agreement vornimmt. Eine Ausgleichsabtretung entspricht der Übertragung von Aktien durch einen Erst-Investor an einen Investor, der beim weiteren Closing ein Subscription Agreement unterzeichnet hat («Neuer Investor»), bei der nächst folgenden Einzahlungsaufforderung, um Erst-Investoren und Neue Investoren gleichzustellen.

Art. 12. Berechnung des Nettoinventarwerts je Aktie

(1) Der Nettoinventarwert je Aktie wird in Euro ausgewiesen und zu jedem Bewertungstag bestimmt. Der Nettoinventarwert je Aktie wird ermittelt, indem der Nettoinventarwert der Gesellschaft (berechnet als Wert des Vermögens abzüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft am jeweiligen Bewertungstag) durch die Anzahl der zu diesem Zeitpunkt in Umlauf befindlichen Aktien geteilt wird. Der Nettoinventarwert je Aktie kann auf Anweisung des Verwaltungsrats auf den nächsten vollen Euro-Betrag auf- oder abgerundet werden. Die Veröffentlichung des Nettoinventarwerts erfolgt gemäß dem mit der Verwaltungsstelle abgeschlossenen Vertrag.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, für den Fall, dass seit der letzten Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien eine wesentliche Änderung in Bezug auf einen wesentlichen Teil der von der Gesellschaft gehaltenen Anlagen eingetreten ist, die erste Bewertung aufzuheben und nach Treu und Glauben eine zweite Bewertung durchzuführen.

(2) Die Vermögenswerte der Gesellschaft bestehen aus:

- a) auf den Namen der Gesellschaft eingetragenes Grundvermögen und grundstücksgleichen Rechten;
- b) Gesellschaftsanteilen;
- c) Barguthaben und sonstigen flüssigen Mitteln, einschließlich darauf aufgelaufener Zinsen;
- d) Geldmarktpapieren;
- e) von der Gesellschaft gehaltenen Aktien und sonstigen Wertpapieren;
- f) Dividenden und Dividendenansprüchen, soweit der Gesellschaft hierüber ausreichende Informationen vorliegen;
- g) Zinsen, die auf im Eigentum der Gesellschaft befindliche Einlagen aufgelaufen sind, soweit diese nicht im Kapitalbetrag dieses Vermögensgegenstandes enthalten oder ausgewiesen sind;
- h) nicht abgeschriebenen Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und die Platzierung der Aktien;
- i) sämtlichen sonstigen Vermögenswerten jeglicher Art, einschließlich getätigter Anzahlungen.

Diese Vermögensanlagen werden wie folgt bewertet:

1) Immobilienvermögen wird unter Berücksichtigung des Wertzuwachses der Vermögensgegenstände zum geschätzten Marktwert auf konsolidierter Konzernbasis bewertet;

2) der Wert von Kassenbeständen oder Bareinlagen, Wechseln und Zahlungsaufforderungen sowie Forderungen aus Lieferungen und Leistungen, aktivischen Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und Zinserträgen, die beschlossen oder wie vorgenannt aufgelaufen, aber noch nicht eingegangen sind, werden in voller Höhe berücksichtigt, es sei denn, es ist unwahrscheinlich, dass diese Beträge gezahlt werden oder eingehen, in welchem Falle ihr Wert mit einem jeweils für angemessen gehaltenen Abschlag festgelegt wird, um ihren tatsächlichen Wert wieder zu geben;

3) bei Geldmarktpapieren wird ausgehend vom Nettoerwerbskurs und unter Beibehaltung der sich daraus ergebenden Rendite der Bewertungskurs sukzessive dem Rücknahmekurs angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse erfolgt eine Anpassung der Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen an die neuen Marktrenditen;

4) an einer Börse notierte oder in einem anderen Geregelten Markt gehandelte Wertpapiere werden aufgrund des letzten verfügbaren Kurses bewertet;

5) Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind oder in einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden, werden auf der Grundlage ihres vermutlichen Verkaufspreises bewertet, der vom Verwaltungsrat nach vernünftigen Erwägungen und in gutem Glauben ermittelt wird.

Alle anderen Wertpapiere und sonstigen Vermögenswerte, beschränkt übertragbare Wertpapiere und Wertpapiere, für die keine Marktnotierung vorhanden ist, werden aufgrund von Notierungen von Händlern oder von einem vom Verwaltungsrat genehmigten Kursservice bewertet oder in dem Umfang, in dem diese Preise nicht dem Verkehrswert zu entsprechen scheinen, mit ihrem marktgerechten Wert, der in gutem Glauben entsprechend den vom Verwaltungsrat bestimmten Verfahren ermittelt wird, angesetzt.

Für die Ermittlung des Werts von (i) im Namen der Gesellschaft oder eine ihrer mehrheitlich gehaltenen Tochtergesellschaften eingetragenes Grundvermögen und grundstücksgleichen Rechten und (ii) direkte oder indirekte Anteile der Gesellschaft in Immobiliengesellschaften, ernennt die Gesellschaft einen oder mehrere Immobiliensachverständige. Der Verwaltungsrat kann nach bestem Wissen und Gewissen auf Grundlage objektiver Anhaltspunkte von diesen Bewertungen abweichen, wenn dies im Interesse der Gesellschaft und ihrer Aktionäre liegt.

Der Wert der mehrheitlich gehaltenen Tochtergesellschaften beruht auf der Bewertung der Immobilien durch den Immobiliensachverständigen und wird von einer anerkannten, von der Gesellschaft bestellten Wirtschaftsprüfungsgesellschaft ermittelt.

Die Bewertung ist am Ende des Geschäftsjahres durchzuführen. Der zum Abschluss eines Geschäftsjahres festgestellte Wert wird während des darauf folgenden Geschäftsjahres verwendet, sofern keine Änderung der allgemeinen wirtschaftlichen Lage oder des Zustandes der Immobilie eine Neubewertung erfordert, die dann zu denselben Bedingungen wie die jährliche Bewertung durchzuführen ist.

Der Wert von nicht in Euro ausgewiesenen Vermögenswerten und Verbindlichkeiten wird zu dem in Luxemburg am jeweiligen Bewertungstag gültigen Wechselkurs in Euro umgerechnet. Sollten diese Notierungen nicht verfügbar sein, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben durch den Verwaltungsrat oder gemäß dem von ihm festgelegten Verfahren bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann in seinem Ermessen die Verwendung einer anderen Bewertungsmethode gestatten, wenn er der Meinung ist, dass diese Bewertung den Verkehrswert eines Vermögenswerts der Gesellschaft besser reflektiert. Diese Methode wird dann durchgehend angewendet. Die Zentralverwaltung kann sich auf diese von der Gesellschaft zum Zwecke der Berechnung des Nettoinventarwerts genehmigten Abweichungen stützen.

(3) Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- a) Darlehensverbindlichkeiten und andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital (einschließlich wandelbarer Schuldtitel, Wechsel und zu zahlender Abrechnungen);
- b) sämtliche auf diese Darlehen oder andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital aufgelaufene Zinsen (einschließlich aufgelaufener Gebühren für die Kreditbereitstellung);
- c) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Aufwendungen (einschließlich Verwaltungskosten, Beratungsgebühren, Erfolgshonorare, Gebühren der Depotbank und der Zentralverwaltung);
- d) alle bekannten derzeitigen und künftigen Verbindlichkeiten, einschließlich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen für Zahlungen von Geldern oder Vermögensgegenständen, einschließlich des Betrages aller unbezahlter, von der Gesellschaft ausgewiesener Ausschüttungen;
- e) angemessene Rückstellungen für künftige Steuern, die auf dem Vermögen und Einkommen bis zum Bewertungstag basieren, und gegebenenfalls andere, vom Verwaltungsrat genehmigte und gebilligte Rücklagen sowie gegebenenfalls einen Betrag, den der Verwaltungsrat als eine angemessene Rücklage in Bezug auf eventuelle Verbindlichkeiten der Gesellschaft ansieht;
- f) Kosten für die Verwaltung und die Bewirtschaftung der Immobilien soweit nicht auf den Mieter umlegbar;
- g) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft jeglicher Art, die in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht ausgewiesen werden.

Bei der Festlegung der Höhe dieser Verbindlichkeiten berücksichtigt die Gesellschaft sämtliche von dieser zu zahlenden Aufwendungen. Eine beispielhafte Aufzählung von Aufwendungen der Gesellschaft ist in Artikel 22 enthalten.

Die Gesellschaft kann regelmäßig wiederkehrende Verwaltungs- und sonstige Kosten auf Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche und andere Perioden im Voraus ansetzen.

(4) Im Sinne dieses Artikel 12 gilt:

- a) Aktien, welche gemäß Artikel 8 zurückgekauft werden sollen, gelten als im Umlauf befindlich und werden solchermaßen in den Büchern geführt bis unmittelbar nach dem durch den Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt zum entsprechenden Bewertungstag, und von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung gilt der Rückkaufpreis als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft.
- b) Von der Gesellschaft auszugebende Aktien werden vom Ausgabedatum an als im Umlauf befindlich behandelt.
- c) Sämtliche Investitionen, Festgelder und andere Vermögensgegenstände, die in anderen Währungen als der Nettoinventarwert der Gesellschaft ausgewiesen werden, werden bewertet, nachdem der zum Zeitpunkt der Festlegung des Nettoinventarwerts der Aktien gültige Marktkurs oder Wechselkurs berücksichtigt wurde.
- d) Wenn sich die Gesellschaft an einem Bewertungstag verpflichtet hat,
 - (i) Vermögensgegenstände zu kaufen, wird der Betrag, der für diesen Vermögenswert zu bezahlen ist, als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen, und der Wert des zum Kauf anstehenden Vermögensgegenstandes wird als ein Vermögensgegenstand der Gesellschaft ausgewiesen;
 - (ii) Vermögensgegenstände zu verkaufen, wird der Betrag, den die Gesellschaft für diesen Vermögensgegenstand erhält, als ein Vermögensgegenstand der Gesellschaft ausgewiesen, und der zu liefernde Vermögensgegenstand wird nicht in die Vermögensgegenstände der Gesellschaft aufgenommen, es sei denn, dass der genaue Wert oder die Natur dieser Gegenleistung an dem jeweiligen Bewertungstag unbekannt ist; in diesem Fall wird deren Wert von der Gesellschaft geschätzt. Jedoch gelten bei Käufen und Verkäufen von Vermögensgegenständen an einem Geregelten Markt die in diesem Punkt d) genannten Grundsätze ab dem Bankarbeitstag nach dem Abschluss des jeweiligen Kaufs oder Verkaufs (d.h. dem Tage an dem der jeweilige Broker die Order für den Kauf oder Verkauf ausführt).

Art. 13. Häufigkeit und Vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts je Aktie und der Ausgabe von Aktien

Die Gesellschaft (oder ein von ihr ernannter Vertreter) errechnet den Nettoinventarwert je Aktie unter der Verantwortlichkeit des Verwaltungsrats. Die Berechnung erfolgt an jedem Bewertungstag, der mindestens einmal jährlich zum Ende des Geschäftsjahrs der Gesellschaft sowie darüber hinaus an jedem Tag, an dem der Verwaltungsrat in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen die Preisfestsetzung einer Ausgabe von Aktien genehmigt oder die Rücknahme von Aktien erlaubt, stattfindet. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Festlegung des Nettoinventarwerts je Aktie und die Ausgabe ihrer Aktien während folgender Zeiten auszusetzen:

- a) während eines Zeitraums, in dem aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder geldpolitischer Ereignisse oder von vom Verwaltungsrat nicht zu vertretender Umstände oder aufgrund gewisser auf dem Immobilienmarkt bestehender Umstände die Veräußerung der im Eigentum der Gesellschaft befindlichen Vermögenswerte ohne ernsthafte nachteilige Auswirkungen auf die Interessen der Aktionäre nicht durchführbar ist, oder wenn nach Meinung des Verwaltungsrats die Ausgabe-, Verkaufs- und/ oder Rücknahmepreise nicht gerecht kalkuliert werden können; oder
- b) während eines Ausfalls der üblicherweise für die Preisfestsetzung eines Vermögenswerts der Gesellschaft angewandten Kommunikationsmittel, oder wenn der Wert eines Vermögensgegenstandes der Gesellschaft, der für die Festlegung des Nettoinventarwerts (wobei der Verwaltungsrat die Wichtigkeit in seinem alleinigen Ermessen bestimmt) von größter Wichtigkeit ist, nicht so schnell oder genau wie nötig festgelegt werden kann; oder

c) während eines Zeitraums, in dem der Wert einer (direkten oder indirekten) Tochtergesellschaft der Gesellschaft nicht genau bestimmt werden kann; oder

d) während eines Zeitraums, in dem die Überweisungen von Barmitteln im Zusammenhang mit der Realisierung oder Akquisition von Investitionen nach Meinung des Verwaltungsrats nicht zu normalen Wechselkursen durchgeführt werden kann; oder

e) während eines jeden Zeitraums, in dem die großen Märkte oder anderen Börsen, an denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft notiert ist, geschlossen sind (aus anderen Gründen als wegen der üblichen Feiertage), oder während eines Zeitraums, in dem der Handel an diesen Märkten oder Börsen beschränkt ist oder eingestellt wurde; oder

f) bei Einberufung einer Aktionärsversammlung zum Zwecke der Beschlussfassung, die die Gesellschaft aufzulösen; oder

g) wenn die Preise für Investitionen aus anderen Gründen nicht umgehend oder genau zu bestimmen sind.

Die Gesellschaft informiert die Aktionäre über diese Aussetzungen und unterrichtet die Investoren, die einen Antrag auf die Zeichnung von Aktien gestellt haben, dementsprechend.

Titel III: Verwaltung und Überwachung

Art. 14. Verwaltungsratsmitglieder

Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei und höchstens fünf Mitgliedern zusammensetzt. Die Verwaltungsratsmitglieder müssen keine Aktionäre der Gesellschaft sein. Die Amtszeit der Verwaltungsratsmitglieder beträgt grundsätzlich fünf Jahre. Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären, die auch die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder und deren Bezüge bestimmen, bei der Aktionärsversammlung mit qualifizierter Mehrheit gewählt. Die Verwaltungsratsmitglieder können durch einen mit Stimmenmehrheit der bei einer Aktionärsversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gefassten Beschluss jederzeit abberufen werden.

Sollte die Position eines Verwaltungsratsmitglieds wegen eines Todesfalls, eines Rücktritts oder aus einem anderen Grund vakant sein, kann diese Position vorübergehend von den restlichen Mitgliedern des Verwaltungsrats gefüllt werden. Die Wahl eines neuen Verwaltungsratsmitglieds erfolgt sodann bei der nächsten Aktionärsversammlung.

Art. 15. Verwaltungsratssitzungen

Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden wählen. Der Vorsitzende kann einen Schriftführer ernennen, der kein Mitglied des Verwaltungsrats sein muss und welcher die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Aktionärsversammlungen verfasst und für die Aufbewahrung sorgt. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei seiner Mitglieder einberufen; er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort.

Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden werden dessen Aufgaben und Rechte durch den stellvertretenden Vorsitzenden wahrgenommen. Ist auch dieser abwesend, so entscheiden die Verwaltungsratsmitglieder durch Stimmenmehrheit, dass ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats den Vorsitz für diese Sitzung übernimmt.

Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Im Falle einer Stimmengleichheit hat der Vorsitzende die ausschlaggebende Stimme.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich eines Generaldirektors und stellvertretenden Generaldirektors sowie andere leitende Angestellte ernennen, die die Gesellschaft für die Geschäftstätigkeit und die Leitung der Gesellschaft für notwendig erachtet. Der Verwaltungsrat kann diese Ernennungen jederzeit rückgängig machen. Bei den leitenden Angestellten muss es sich nicht um Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre der Gesellschaft handeln. Die leitenden Angestellten haben die ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Rechte und Pflichten.

Alle Verwaltungsratsmitglieder erhalten spätestens drei Bankarbeitstage vor dem für eine Sitzung angesetzten Datum eine schriftliche Mitteilung, außer bei Gefahr im Verzug, wobei dann die Umstände, woraus sich die besondere Dringlichkeit ergibt, in der Einberufungsmitteilung anzugeben sind. Auf die Notwendigkeit einer Mitteilung kann per Telefax oder ein anderes gleichwertiges Kommunikationsmittel verzichtet werden. Sofern ein Verwaltungsratsbeschluss über Zeit und Ort von Verwaltungsratssitzungen vorliegt, erübrigt sich eine gesonderte Mitteilung.

Verwaltungsratsmitglieder können sich untereinander per Telefax oder ein gleichwertiges Kommunikationsmittel Vertretungsmacht für Verwaltungsratssitzungen erteilen. Mehrfachvertretung ist zulässig. Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Konferenzschaltungen oder ähnliche kommunikationstechnische Einrichtungen, bei denen eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer gewährleistet ist, ist zulässig. Teilnehmer, welche solchermaßen der Sitzung beigewohnt haben, werden als persönlich anwesend gezählt.

Die Verwaltungsratsmitglieder können nur im Rahmen von ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch ihre Einzelunterschriften verpflichten, außer ein Verwaltungsratsbeschluss hat sie speziell dazu ermächtigt. Der Verwaltungsrat ist nur beratungs- und beschlussfähig, wenn mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist, die der Verwaltungsrat gemäß Geschäftsordnung oder Beschluss festgelegt hat.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden in Protokollen festgehalten, die vom Vorsitzenden unterzeichnet werden. Abschriften der oder Auszüge aus diesen Protokollen, die in Rechtsstreitigkeiten oder an anderer Stelle vorgelegt werden, bedürfen ggf. der Unterschrift des Vorsitzenden, des stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern.

Schriftliche, von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigte und unterzeichnete Beschlüsse haben dieselbe Rechtswirksamkeit wie Beschlüsse, die bei der Verwaltungsratssitzung durch Stimmenabgabe gefasst wurden. Jedes Verwaltungsratsmitglied genehmigt einen solchen Beschluss per Telefax oder ein gleichwertiges Kommunikationsmittel. Einer besonderen Protokollierung bedarf es im Falle der schriftlichen Beschlussfassung nicht, da dem schriftlichen Beschluss insoweit die gleiche Beweiskraft zukommt wie einem Protokoll.

Art. 16. Befugnisse des Verwaltungsrats

Der Verwaltungsrat hat die umfassende Befugnis, sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Gesellschaftszweckes und im Rahmen der Anlagepolitik gemäss Artikel 19 im Namen der Gesellschaft vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, die nicht gemäß anwendbarem Recht oder dieser Satzung der Aktionärsversammlung vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrats.

Der Verwaltungsrat kann insbesondere alle Befugnisse der Gesellschaft ausüben, um Kredite aufzunehmen, sein (jetziges oder künftiges) Unternehmen oder Vermögensgegenstände oder Teile davon mit einer Hypothek, einem Sicherungs- oder einem Pfandrecht zu belasten oder andere Sicherheiten dafür zu gewähren.

Art. 17. Unterschriftsbefugnis

Dritten gegenüber wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die durch den Verwaltungsrat mit entsprechender Vertretungsbefugnis ausgestattet sind.

Art. 18. Übertragung von Befugnissen

Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft (mit inbegriffen die Zeichnungsbefugnis im Rahmen der täglichen Geschäftsführung) und seine Befugnisse, Handlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und der Gesellschaftspolitik vorzunehmen, auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen. Eine solche Übertragung an Mitglieder des Verwaltungsrats bedarf der vorherigen Zustimmung der Aktionärsversammlung.

Der Verwaltungsrat kann außerdem andere Bevollmächtigte ernennen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen; solche Bevollmächtigte werden die an sie vom Verwaltungsrat übertragenen Befugnisse haben.

Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat jeweils einen oder mehrere Ausschüsse bilden, die sich aus Verwaltungsratsmitgliedern und/oder außenstehenden Personen zusammensetzen, an die der Verwaltungsrat nach Bedarf Befugnisse delegieren kann.

Art. 19. Anlagepolitik und Anlagegrenzen

Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, unter Einhaltung des Prinzips der Risikomischung die Anlagepolitik der Gesellschaft umzusetzen und die Handlungsrichtlinien des Managements und der geschäftlichen Angelegenheiten der Gesellschaft im Rahmen der im Private Placement Prospectus festgelegten Grenzen und in Übereinstimmung mit den maßgeblichen Gesetzen und Bestimmungen zu bestimmen.

Die Gesellschaft kann gemäß der jeweiligen Entscheidung des Verwaltungsrats Anlagen in Immobilien entweder direkt oder indirekt durch Gesellschaften vornehmen. Bezugnahmen in dieser Satzung auf «Anlagen» und «Vermögensgegenstände» bedeuten entweder getätigte Anlagen und das direkte wirtschaftliche Eigentum an Vermögensgegenständen oder getätigte Anlagen und das indirekte wirtschaftliche Eigentum an Vermögensgegenständen durch die vorgenannten Gesellschaften.

Der Verwaltungsrat kann nur auf Empfehlung des Anlageausschusses die im Private Placement Prospectus festgelegte Anlagepolitik ändern oder Ausnahmen hiervon zulassen.

Art. 20. Investment Advisor

Die Gesellschaft wird SIREO REAL ESTATE ASSET MANAGEMENT, GmbH zum Investment Advisor der Gesellschaft ernennen und damit beauftragen, den Kauf und Verkauf von Immobilien sowie andere in Frage kommende Anlagen für die Gesellschaft vorzubereiten und die Gesellschaft bezüglich der Vermögensverwaltung zu beraten sowie Tätigkeiten im Zusammenhang mit der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zu übernehmen.

(1) Das abzuschließende Investment Advisory Agreement wird folgende Bestimmungen enthalten:

Die Laufzeit des Investment Advisory Agreements entspricht vorbehaltlich der Kündigung gemäß den nachfolgenden Vorschriften der vorgesehenen Laufzeit der Gesellschaft.

In Übereinstimmung mit der jeweiligen Vereinbarung zwischen dem Investment Advisor und der Gesellschaft und gemäß Artikel 22 Abs. 1 bezahlt die Gesellschaft dem Investment Advisor Investment Advisory Fees, zu denen die Asset Advisory Fee, die Acquisition Fee, die Sales Fee und die Performance Fees gehören.

(2) Während der Laufzeit der Gesellschaft kann der Verwaltungsrat das Investment Advisory Agreement durch einfache Mehrheit der bei einer Aktionärsversammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre in folgenden Fällen kündigen:

a) bei Insolvenz, Vermögensverwaltung, zwangsweiser Umstrukturierung des Investment Advisors,

b) bei vorsätzlichem strafbarem Verhalten des Investment Advisors,

c) falls der Investment Advisor seine ihm gemäß dem Investment Advisory Agreement obliegenden Verpflichtungen ungeachtet einer schriftlichen Abmahnung in erheblichem Umfang nachhaltig verletzt und diese Verletzung nicht geheilt werden kann.

Im Falle der Kündigung des Investment Advisory Agreements aus den oben genannten Gründen verliert der Investment Advisor sämtliche Rechte auf Zahlung von Investment Advisory Fees, es sei denn, der Anspruch auf Zahlung der Investment Advisory Fees ist bereits vor Kündigung entstanden.

(3) Der Verwaltungsrat kann das Investment Advisory Agreement ferner mit einer Kündigungsfrist von 12 Monaten kündigen, wenn die Ausschüttung (definiert als tatsächliche Ausschüttung abzüglich Eigenkapitalrückzahlungen und zuzüglich thesaurierter Ergebnisse) in den ersten drei Geschäftsjahren, die nach Ablauf des Bindungszeitraums beginnen, im Durchschnitt 2 Prozentpunkte unter einer Ausschüttung von 6 % p.a. liegt

(4) Des Weiteren kann die Gesellschaft das Investment Advisory Agreement, falls die Aktionäre der Gesellschaft einen Beschluss zur Abberufung des Investment Advisors mit Qualifizierter Mehrheit fassen, nach Ablauf des Bindungszeitraums kündigen. Wird das Investment Advisory Agreement aufgrund eines solchen Beschlusses gekündigt, ist der Investment Advisor berechtigt, die Zahlung der Asset Advisory Fee nach Maßgabe der folgenden Regelungen zu verlangen.

gen: Die Asset Advisory Fee wird auf Grundlage des Verkehrswertes der Immobilien zum Datum der Beendigung des Investment Advisory Agreements bis zum vorgesehenen Ende der Laufzeit des Investment Advisory Agreements gemäß der Ausführungen in Artikel 12 zu ihrem derzeitigen Nettowert berechnet. Sie wird mit der Kündigung fällig. Die Gesellschaft hat zur Erfüllung der Zahlungsverpflichtung geeignete Sicherheiten zu bestellen. Diese Vergütung wird auf den Tag der Kündigung des Investment Advisory Agreements zu dem am Tag der Kündigung um 11.00 Uhr MEZ gültigen Basiszinssatz der Europäischen Zentralbank monatlich abgezinst.

(5) Nach der Abberufung des Investment Advisors:

1. haben Aktionäre, die mehr als 20 % des Aktienkapitals halten, das Recht, eine außerordentliche Aktionärsversammlung einzuberufen, um über die Aussetzung der Vornahme weiterer Anlagen durch Gesellschaft oder die Liquidation der Gesellschaft abzustimmen,

2. kann die Vornahme weiterer Anlagen ausgesetzt werden, wobei der Verwaltungsrat berechtigt ist, zur Finanzierung von Anlagen, die vor der Abberufung des Investment Advisors entschieden wurden, Kapital einzufordern, oder die Gesellschaft kann durch Beschluss der Aktionäre mit Qualifizierter Mehrheit aufgelöst werden.

Art. 21. Anlageausschuss

Für die Gesellschaft wird ein Anlageausschuss gebildet, der den Verwaltungsrat hinsichtlich der Anlagetätigkeit, Sanktionen hinsichtlich Säumiger Investoren und Interessenskonflikte berät. Dabei sind die gesetzlichen Vorgaben und die in dieser Satzung festgelegten Anlageziele, Anlagewerte, Anlagegrenzen und Risikomischungsvorschriften zu beachten.

Der Anlageausschuss besteht grundsätzlich aus höchstens zehn Vertretern, die vom Verwaltungsrat bestellt werden. Jeder Aktionär, dessen Kapitalzusage entweder Euro 25 Mio. oder 5 % der gesamten Kapitalzusage zum jeweils letzten Closing entspricht oder übersteigt, ist berechtigt, einen Vertreter für den Anlageausschuss zu benennen; Aktionäre, deren Kapitalzusage 20 % der gesamten Kapitalzusage entspricht oder übersteigt, sind berechtigt, zwei Vertreter für den Anlageausschuss zu stellen. Jeder Aktionär kann die Abberufung eines von ihm vorgeschlagenen Vertreters verlangen. Die Vertreter des Anlageausschusses sollen über besondere Sachkunde bei der Anlage in Immobilien verfügen. Die Vertreter des Anlageausschusses sind ehrenamtlich tätig. Die Gewichtung der Stimme eines Vertreters erfolgt auf Grundlage des von dem entsandten Aktionär gehaltenen Kapitalanteils an der Gesellschaft.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft bestellt die von den Vorschlagsberechtigten vorgeschlagenen Mitglieder und beruft sie ab, wenn der jeweils Vorschlagsberechtigte es verlangt. Die Mitglieder können ihr Amt jederzeit durch schriftliche Erklärung gegenüber dem Verwaltungsrat niederlegen.

Der Anlageausschuss hat die Aufgabe, den Verwaltungsrat der Gesellschaft unter Beachtung der Interessen aller Aktionäre bei der Anlagepolitik zu beraten und Empfehlungen über den Ankauf und Verkauf von Vermögensgegenständen für die Gesellschaft abzugeben. Der Anlageausschuss kann auch Änderungen und Ergänzungen der Anlagepolitik der Gesellschaft empfehlen. Der Verwaltungsrat seinerseits berichtet dem Anlageausschuss regelmäßig über die Tätigkeiten und Anlagen der Gesellschaft und des Investment Advisors.

Die Sitzungen des Anlageausschusses erfolgen so oft, wie es die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft erfordert, mindestens aber viermal jährlich. Der Verwaltungsrat kann die Mindestsitzungsfrequenz jederzeit durch Beschluss auf zweimal jährlich reduzieren. Die Sitzungen des Anlageausschusses beruft in der Regel der Verwaltungsrat ein. Den Vorsitz führt ein auf Vorschlag der Aktionäre vom Anlageausschuss gewählter Vertreter. Der Ausschuss ist beschlussfähig, wenn mindestens die Mehrheit der Vertreter des Anlageausschusses an der Beschlussfassung teilnehmen. Entfällt die Mehrheit der Stimmrechte im Anlageausschuss auf einen Aktionär (Mehrheitsaktionär), entscheidet der Anlageausschuss mit einfacher Mehrheit, es sei denn, alle übrigen Aktionäre stimmen dagegen. Hat kein Aktionär die Mehrheit der Stimmrechte im Anlageausschuss, entscheidet der Anlageausschuss mit Qualifizierter Mehrheit. In allen Fällen schriftlicher Abstimmung haben die Vertreter des Anlageausschusses ihr Votum innerhalb einer Frist von 3 Bankarbeitstagen abzugeben.

Jeder Vertreter des Anlageausschusses hat das Recht, einen Stellvertreter zu benennen, der, wenn der ordentliche Vertreter des Anlageausschusses nicht anwesend ist, dessen Rechte ausübt.

Im Falle eines Interessenskonflikts oder von Empfehlungen zu Sanktionen gegen einen Säumigen Investor ist der Vertreter des Anlageausschusses, der von dem Aktionär ernannt wurde, der den Interessenkonflikt verursacht hat oder der sich in Verzug befindet, nicht zur Stimmabgabe berechtigt. Der Ausschuss fasst seine Beschlüsse in Sitzungen oder, wenn kein Vertreter des Anlageausschusses dieser Form der Beschlussfassung unverzüglich widerspricht, per Telefax oder gleichwertiger Kommunikationsmittel. Die Vertreter des Anlageausschusses sind schriftlich zu laden. Es soll eine Frist von 5 Kalendertagen eingehalten werden. Eine kürzere Ladungsfrist ist unschädlich, sofern kein Vertreter des Anlageausschusses dem unverzüglich widerspricht.

Die Vertreter des Anlageausschusses verpflichten sich, im Rahmen ihrer beratenden Tätigkeit die Regelungen des Investmentgesetzes sowie sämtliche Anweisungen und Auflagen der luxemburgischen Aufsichtsbehörde zu beachten. Sie sind zur Verschwiegenheit verpflichtet und dürfen Informationen an Dritte nur mit ausdrücklicher Zustimmung des Verwaltungsrats der Gesellschaft weitergeben. Sie haben den Verwaltungsrat der Gesellschaft ebenfalls auf mögliche Interessenskonflikte hinzuweisen. In Zweifelsfällen entscheidet der Vorsitzende des Anlageausschusses.

Über jede Sitzung des Anlageausschusses wird ein Protokoll angefertigt. Dieses wird vom Vorsitzenden des Anlageausschusses unterzeichnet und allen Sitzungsteilnehmern zugesandt.

Art. 22. Kosten und Gebühren

Gemäß dem abzuschließenden Investment Advisory Agreement zahlt die Gesellschaft dem Investment Advisor eine Asset Advisory Fee, Acquisition Fees, Sales Fees sowie gegebenenfalls Performance Fees.

Zu den weiteren Kosten der Gesellschaft zählen:

* Gründungskosten der Gesellschaft inklusive der Kosten und Aufwendungen der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Strukturierung, Gründung und Auflegung der Gesellschaft und dem Angebot von Aktien,

* alle angemessenen Kosten und Auslagen im Zusammenhang mit dem Erwerb, der Erschließung, dem Bau, der Verwaltung (inklusive der nicht umlagefähigen Kosten der Immobilienverwaltung und anderer nicht umlagefähiger Neben-

kosten), der Restrukturierung und der Veräußerung von Immobilien, ungeachtet dessen, ob eine derartige Transaktion erfolgreich abgeschlossen wird,

- * von der Gesellschaft zu tragende Verwaltungskosten,

- * Sachverständigenkosten

- * an die Wirtschaftsprüfer, Wirtschaftsprüfungsgesellschaften die den Wert der Tochtergesellschaften ermitteln, Depotbank und ihre Korrespondenzbanken, Domiziliar-, Verwaltungs-, Register- und Transferstelle und sämtlichen Zahlstellen, Vertriebsstellen und ständigen Vertretern an den Registrierungsorten der Gesellschaft zu zahlende Gebühren und Aufwendungen sowie an andere von der Gesellschaft eingesetzte Vertreter zu zahlende Gebühren und Aufwendungen,

- * von der Gesellschaft zu tragende Finanzierungskosten (inklusive Zinsen, Bereitstellungsprovision, Beratungskosten der finanzierenden Bank, Kosten für die Bestellung von Kreditsicherheiten),

- * marktübliche Gebühren und Courtagen (insbesondere Ankaufsgebühren, Verkaufsgebühren, Performance Fees und Erfolgsgebühren für die Verlängerung, Nachverhandlung und den Neuabschluss von Mietverträgen), die an den Property Manager und/oder einen Dritten gezahlt werden und der Gesellschaft zusätzlich zu den an den Investment Advisor zu zahlenden Gebühren berechnet werden,

- * das Honorar der Mitglieder des Verwaltungsrats und deren angemessene Spesen, Versicherungsprämien und angemessene Reisekosten in Verbindung mit Verwaltungsratssitzungen,

- * Kosten, die in Verbindung mit vom Verwaltungsrat begründeten Gremien und dem Anlageausschuss entstehen, einschließlich angemessener Spesen dieser Gremien für die Teilnahme an Sitzungen,

- * Gebühren und Aufwendungen für Rechtsberatung, Steuerberatung, Wirtschaftsprüfer und von Wirtschaftsprüfungsgesellschaften (einschließlich der Due-Diligence-Aufwendungen im Zusammenhang mit potenziellen Investitionen), Zahlungen oder Erstattungen sämtlicher Spesen für Rechts-, Steuerberatungs-, Wirtschaftsprüfungs- und andere Kosten der Gesellschaft und des Promoters in Verbindung mit der Gründung der Gesellschaft und der Ausgabe von Aktien der Gesellschaft,

- * Gebühren und Aufwendungen in Verbindung mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung der Registrierung der Gesellschaft bei staatlichen Stellen oder Börsen im Großherzogtum Luxemburg und in anderen Ländern,

- * Berichts- und Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Zusammenstellung, den Druck, die Werbung und Verteilung von Private Placement Prospectus, erklärender Memoranden, regelmäßige Berichte oder Eintragungsauszüge,

- * Kosten der Berichte an die Aktionäre,

- * Kosten, die im Zusammenhang mit der Feststellung des Nettoinventarwert der Gesellschaft und ihrer Aktien entstehen,

- * Kosten für die Einberufung und Durchführung von Aktionärsversammlungen und Verwaltungsratssitzungen, Sitzungen des Anlageausschusses und anderer Gremien der Gesellschaft (insbesondere des geschäftsführenden Hauptausschusses),

- * sämtliche Steuern, Zölle, staatliche und ähnliche Abgaben,

sowie sämtliche andere Verwaltungskosten, einschließlich Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Kosten für die etwaige Veröffentlichung von Ausgabe- und Rücknahmepreisen, Zinsen, Bankgebühren, Devisenumtauschkosten und Porto-, Telefon- und Telexgebühren.

Die oben aufgeführten Fees und Gebühren kann die Gesellschaft auch für ihre (direkten oder indirekten) Tochtergesellschaften und Co-Investments tragen.

Art. 23. Interessenkonflikte

Eventuelle Interessenkonflikte des Promoters, Investment Advisors, eines Aktionärs oder Verwaltungsratsmitglieds sind dem Verwaltungsrat und dem Anlageausschuss jederzeit und vollständig offen zu legen.

Promoter, Investment Advisor und Aktionäre haben insbesondere Interessenkonflikte im Zusammenhang mit der Vermögensanlage offen zu legen, bevor eine Beschlussfassung in dieser Frage erfolgt. Ein Interessenkonflikt im Zusammenhang mit der Vermögensanlage liegt insbesondere vor, wenn der Gesellschaft ein Angebot zum Erwerb von Immobilien, Anteilen an Gesellschaften oder einem Immobilienfonds unterbreitet wird und der Promoter, der Investment Advisor, ein Aktionär oder ein Verbundenes Unternehmen

- * Die Immobilien im Vermögen hält;

- * Anteile an der Gesellschaft hält oder diese finanziert;

- * Verwaltung, Beratung oder Promotertätigkeit im Zusammenhang mit dem Grundstück, der Gesellschaft oder einem Immobilienfonds ausübt;

- * Ebenfalls ein direktes oder indirektes Investment in das Objekt, auf welches sich das Angebot bezieht, und/oder ein entsprechendes Objekt in unmittelbarer Nähe in Erwägung zieht; oder

- * Partei eines Mietverhältnisses in Bezug auf das Objekt ist, auf welches sich das Angebot bezieht.

Im Falle eines Interessenkonflikts eines Aktionärs ruht insoweit das Stimmrecht des Mitglieds des Anlageausschusses, welches von dem Aktionär oder seiner Aktionärsgruppe ernannt wurde.

Die Aktionäre haben das Recht, mit einfacher Mehrheit eine unabhängige Prüfung der Bücher der Gesellschaft durch einen von ihnen zu benennenden Wirtschaftsprüfer zu verlangen, um überprüfen zu lassen, ob ein Interessenkonflikt besteht.

Art. 24. Freistellung und Entschädigung

Die Gesellschaft wird die Verwaltungsratsmitglieder, den Promoter und dessen Geschäftsführer, leitende Angestellte und Mitarbeiter und jeden Vertreter des Anlageausschusses für jede Haftung und alle Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten, denen diese unter Umständen auf Grund Ihre Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglieder, Promoter oder einer dessen Geschäftsführer, leitende Angestellte oder Mitarbeiter oder als ein Vertreter des Anlageausschusses oder

auf Grund einer von ihnen im Zusammenhang mit der Gesellschaft vorgenommenen oder unterlassenen Handlung unterliegen, soweit dies nicht durch ihre grobe Fahrlässigkeit, Betrug oder vorsätzliches Fehlverhalten verursacht wurde, aus dem Vermögen der Gesellschaft entschädigen beziehungsweise von solcher Haftung oder solchen Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten freistellen. Die Haftungsfreistellung und Entschädigung des Investment Advisors bestimmt sich nach den Vorschriften des Investment Advisory Agreements.

Art. 25. Wirtschaftsprüfer

Die im Jahresbericht der Gesellschaft enthaltenen Daten werden von einem oder mehreren Wirtschaftsprüfern, die als «réviseurs d'entreprises agréé» qualifiziert sind und von der Aktionärsversammlung beauftragt und von der Gesellschaft vergütet werden, überprüft.

Die Wirtschaftsprüfer erfüllen alle Pflichten, die das Gesetz vom 19. Juli 1991 vorschreibt.

Titel IV: Aktionärsversammlungen - Geschäftsjahr - Ausschüttungen

Art. 26. Vertretung

Die Aktionärsversammlung vertritt die Gesamtheit der Aktionäre. Ihre Beschlüsse sind für alle Aktionäre der Gesellschaft verbindlich. Sie hat die gesetzlichen Befugnisse zur Anordnung, Durchführung und Genehmigung aller mit der Tätigkeit der Gesellschaft zusammenhängenden Handlungen.

Art. 27. Aktionärsversammlungen

(1) Die Aktionärsversammlung wird vom Verwaltungsrat einberufen. Sie muss auf Antrag von Aktionären, die mindestens ein Fünftel des Aktienkapitals halten, einberufen werden.

Die ordentliche Aktionärsversammlung findet nach den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts jährlich am 10. Mai um 11.00 Uhr an einem in der Einladung zur Aktionärsversammlung anzugebenden Ort statt. Sollte dieser Tag kein Bankarbeitstag sein, ist die ordentliche Aktionärsversammlung zur gleichen Uhrzeit am nächstfolgenden Bankarbeitstag abzuhalten.

Ort und Zeit von anderen Aktionärsversammlungen sind in der jeweiligen Einladung zu bestimmen.

Aktionäre können persönlich an der Aktionärsversammlung teilnehmen oder einen bevollmächtigten Vertreter entsenden. Beschlüsse der Aktionäre können nur auf einer Aktionärsversammlung gefasst werden.

(2) Entscheidungen über folgende Angelegenheiten bedürfen der Zustimmung der Aktionärsversammlung:

- a) Änderungen der Satzung, oder wesentliche Änderungen des Private Placement Prospectus oder des Investment Advisory Agreements; dies gilt nicht für solche Änderungen, die aufgrund der Änderung aufsichtsrechtlicher Vorschriften oder auf Verlangen einer Aufsichtsbehörde erfolgen;
- b) Änderung der Fremdfinanzierungs-/Kreditaufnahmepolitik der Gesellschaft;
- c) Bestellung der Verwaltungsratsmitglieder;
- d) Abberufung der Verwaltungsratsmitglieder;
- e) Kündigung des Investment Advisory Agreements;
- f) Änderung der Größe oder Zusammensetzung des Anlageausschusses;
- g) Bestätigung der geprüften Jahresabschlüsse der Gesellschaft und Ernennung der Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft;
- h) Vergütungen (außer den im Investment Advisory Agreement geregelten Investment Advisory Fees), die dem Promoter oder einem mit ihm Verbundenen Unternehmen für der Gesellschaft geleistete Dienste zu zahlen sind;
- i) Anordnung einer Buchprüfung und Ernennung eines Wirtschaftsprüfers zur Ermittlung eines Interessenkonflikts;
- j) Verlängerung der Laufzeit der Gesellschaft zweimal um je ein weiteres Jahr;
- k) Beendigung der Gesellschaft vor Ende ihrer Laufzeit;
- l) Reinvestition von Erlösen aus dem Verkauf von Anlagen;
- m) Zulassung neuer Investoren für den Fall der Säumnis eines Investors nach Artikel 8;
- n) Verlängerung der Laufzeit der Gesellschaft auf bestimmte oder unbestimmte Zeit nach Ablauf der in Artikel 3 vorgesehenen zweimaligen Verlängerung um ein weiteres Jahr;

Die Aktionäre entscheiden die oben unter Punkt a) - c), f), j) und m) erwähnten Angelegenheiten mit Qualifizierter Mehrheit. Die Entscheidung der Aktionäre über die oben in Punkt e) erwähnte Angelegenheit der Abberufung des Investment Advisors erfolgt im Einklang mit den in Artikel 20 festgelegten Bestimmungen. Für Beschlüsse über die Punkte k), l) und n) ist ein einstimmig gefasster Beschluss der Aktionäre, die im Besitz aller im Umlauf befindlichen Aktien sind, erforderlich. Im übrigen findet Artikel 28 Absatz 2 Anwendung.

Der Verwaltungsrat lädt die eingetragenen Aktionäre unter Mitteilung der Tagesordnung mindestens acht Bankarbeitstage vor der Aktionärsversammlung an jeden der eingetragenen Aktionäre per Einschreiben. Der Aufstellung der Tagesordnung erfolgt grundsätzlich durch den Verwaltungsrat. Wird die Aktionärsversammlung auf schriftliche Aufforderung der Aktionäre einberufen, kann der Verwaltungsrat eine ergänzende Tagesordnung aufstellen.

Die Einladung zur Aktionärsversammlung wird außerdem, falls gesetzlich vorgeschrieben, im Mémorial in einer bzw. mehreren luxemburgischen Tageszeitungen und in anderen, vom Verwaltungsrat ausgewählten Tageszeitungen veröffentlicht.

Sollten alle Aktionäre anwesend bzw. ordnungsgemäß vertreten sein und sich als ordnungsgemäß versammelt und über die Tagesordnung informiert betrachten, kann die Aktionärsversammlung ohne eine Einladung stattfinden. Der Verwaltungsrat kann alle anderen Bedingungen festlegen, die von den Aktionären für die Teilnahme an einer Aktionärsversammlung zu erfüllen sind.

Auf einer Aktionärsversammlung dürfen nur die in der Tagesordnung enthaltenen Tagesordnungspunkte (die alle gesetzlich vorgeschriebenen Angelegenheiten einschließen müssen) und damit zusammenhängende Angelegenheiten behandelt werden.

Der Verwaltungsrat kann Bedingungen festlegen, welche die Aktionäre erfüllen müssen, um zur Aktionärsversammlung zugelassen zu werden.

Art. 28. Mehrheitserfordernisse

Jede Aktie gewährt im Einklang mit luxemburgischem Recht und dieser Satzung eine Stimme. Ein Aktionär kann auf jeder Aktionärsversammlung handeln, indem er einer anderen Person, die kein Aktionär sein muss, aber Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, eine schriftliche Stimmrechtsvollmacht erteilt.

Beschlüsse der Aktionärsversammlung werden, soweit dies nicht anderweitig gesetzlich oder in dieser Satzung vorgeschrieben ist, mit einfacher Mehrheit der anwesenden bzw. vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 29. Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr der Gesellschaft ist das Kalenderjahr.

Die Abschlüsse der Gesellschaft sind in Euro ausgewiesen und werden auf Grundlage der allgemein anerkannten Grundsätze der Rechnungslegung in Luxemburg auf konsolidierter Basis unter Einbeziehung der direkten oder indirekten Tochtergesellschaften aufgestellt.

Art. 30. Dividenden und Ausschüttungen

Die Aktionärsversammlung entscheidet auf Vorschlag des Verwaltungsrats und im gesetzlich vorgegebenen Umfang über Ausschüttungen.

Der Verwaltungsrat kann mit Zustimmung der Aktionärsversammlung im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen Zwischendividenden ausschütten.

Ausschüttungen an Aktionäre werden an ihre jeweilige, im Aktienregister angegebene Anschrift gezahlt. Die Ausschüttungen erfolgen zu einem vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt in Euro. Jede Ausschüttung, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Festsetzung eingefordert wurde, verfällt und geht an die Gesellschaft zurück.

Auf Dividenden, die von der Gesellschaft beschlossen und von ihr zur Verwendung durch den Begünstigten verwahrt werden, werden keine Zinsen gezahlt.

Die Gesellschaft darf keine Dividenden ausschütten, soweit durch diese Ausschüttung die Auszahlung von möglicherweise entstehenden Ansprüchen des Investment Advisors auf Objekt Performance Fees, auf eine Gesamtperformance Fee oder auf Zahlung der Asset Advisory Fee nach Kündigung des Investment Advisory Agreements gefährdet würde.

Titel V: Schlußbestimmungen**Art. 31. Depotbank**

Die Gesellschaft wird im gesetzlich vorgeschriebenen Umfang einen Depotbankvertrag mit einer gemäß dem Gesetz über den Finanzsektor vom 5. April 1993 zum Betreiben von Bankgeschäften zugelassenen Bank abschließen.

Die Depotbank hat ihren Pflichten und Verantwortlichkeiten gemäß dem Gesetz vom 19. Juli 1991 nachzukommen.

Falls die Depotbank von ihren Aufgaben entbunden werden möchte, wird sich der Verwaltungsrat nach besten Kräften bemühen, innerhalb von zwei Monaten nach Wirksamkeit dieses Ausscheidens eine andere Bank als Nachfolgerin zu finden. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Bestellung der Depotbank beenden, aber die Depotbank erst abberufen, nachdem eine andere Bank als deren Nachfolgerin ernannt wurde, die fortan die Aufgaben als Depotbank erfüllen soll.

Art. 32. Beendigung

Die Gesellschaft kann jederzeit durch einstimmigen Beschluss aller sich im Umlauf befindlichen Aktien aufgelöst werden.

Der Verwaltungsrat hat auf der letzten ordentlichen Aktionärsversammlung vor dem Laufzeitende der Gesellschaft die Aktionärsversammlung über die Verlängerung der Dauer der Gesellschaft entscheiden zu lassen.

Nach Ablauf eines Zeitraums von 15 Jahren ab dem 20. August 2004 ist die Gesellschaft aufgelöst, ohne dass es eines Beschlusses der Aktionärsversammlung bedarf, es sei denn, die Aktionärsversammlung beschließt vor diesem Datum mit Qualifizierter Mehrheit die Fortsetzung der Gesellschaft zwei mal um ein weiteres Jahr. Eine weitere Verlängerung nach Ablauf dieser zweimaligen Verlängerung auf bestimmte oder unbestimmte Zeit bedarf der einstimmigen Zustimmung der Aktionäre.

Für die Entscheidung über die Beendigung der Gesellschaft in den vorangehenden Fällen gelten die in Artikel 27 geregelten Vorschriften zur Beschlussfähigkeit der Aktionärsversammlung.

Sollte der Nettoinventarwert der Gesellschaft unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals von eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-), fallen, so hat der Verwaltungsrat der Aktionärsversammlung die Entscheidung über die Beendigung der Gesellschaft vorzulegen. Die Aktionärsversammlung, auf der keine Beschlussfähigkeit erforderlich ist, entscheidet mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der Aktionärsversammlung vertretenen Aktionäre. Fällt der Nettoinventarwert unter ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals, d. h. eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-), so genügt zur Beendigung der Gesellschaft ein Viertel der Stimmen der auf der Aktionärsversammlung anwesenden Aktionäre, ohne dass eine Beschlussfähigkeit der Aktionärsversammlung notwendig ist. Die Aktionärsversammlung muss so einberufen werden, dass sie innerhalb einer Frist von dreißig Bankarbeitstagen nach der Feststellung, dass der Nettoinventarwert der Gesellschaft unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestvermögens gefallen ist, abgehalten wird.

Die Entscheidung der Aktionärsversammlung über die Beendigung der Gesellschaft und die damit einhergehende Abberufung des Investment Advisors zum Beendigungszeitpunkt erfolgt im Einklang mit den in Artikel 20 (3) festgelegten Bestimmungen.

Art. 33. Liquidation

Die Liquidation der Gesellschaft wird von einem bzw. mehreren Liquidatoren vorgenommen, bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handelt. Die Aktionärsversammlung bestellt die Liquidatoren und legt ihre Kompetenzen und Vergütung fest.

Das Vermögen der Gesellschaft wird bei Beendigung der Gesellschaft ordnungsgemäß liquidiert. Alle Erlöse aus der Liquidation von Anlagen werden bar ausgezahlt.

Art. 34. Änderungen der Satzung

Diese Satzung kann auf einer Aktionärsversammlung unter Einhaltung der im Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (in jeweils gültiger Fassung) enthaltenen Vorschriften bezüglich Beschlussfähigkeit und Mehrheitsanforderungen geändert oder ergänzt werden. Alle Artikel, welche besondere Mehrheitsanforderungen enthalten, können nur mit der entsprechenden Mehrheit geändert werden.

Art. 35. Massgebliches Recht

Alle nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden im Einklang mit dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und dem Gesetz vom 19. Juli 1991 (in jeweils gültiger Fassung) entschieden.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst, den Sitz der Gesellschaft nach 8a, boulevard Joseph II, L-1840 Luxemburg zu verlegen.

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, welche von der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Akte getragen werden, belaufen sich auf ungefähr 2.450,- Euro.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung aufgehoben.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, welche dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt sind, haben dieselben zusammen mit Uns, dem Notar, die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. Hauser, J. Schroeder, O. Lambertyn, A. Lentz.

Enregistré à Remich, le 19 août 2004, vol. 468, fol. 15, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Molling.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 20 août 2004.

A. Lentz.

(069179.3/221/924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2004.

SIREO IMMOBILIENFONDS NO.4 SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 8A, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 100.893.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 20 août 2004.

A. Lentz.

(069180.3/221/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 août 2004.

IMMO-PROMOTIONS DIFA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1880 Luxembourg, 144, rue Pierre Krier.

R. C. Luxembourg B 52.572.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 16 avril 2004, réf. LSO-AP02684, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 6 juillet 2004.

FIDUCIAIRE NEUMAN JOHN

Signature

(053475.3/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

COMPASS ROSE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.

R. C. Luxembourg B 78.925.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2004, réf. LSO-AS01277, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 2004.

Signature.

(053831.3/317/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

ARTHUR DECO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8560 Roodt (Ell), 7, rue de Hostert.

R. C. Luxembourg B 101.461.

—
STATUTS

L'an deux mille quatre, le vingt-quatre juin.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1.- Monsieur Bart Lacante, employé privé, né le 6 mai 1973 à Ypres, demeurant au 17, rue de Niederdonven, L-5401 Ahn.

2.- Monsieur Hendrik Derez, employé privé, né le 12 septembre 1972 à Courtrai, demeurant au 7, rue de Hostert, L-8560 Roodt.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I.- Objet - Raison sociale - Durée - Siège**Art. 1^{er}.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée luxembourgeoise qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.**Art. 2.** La société a pour objet, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, l'importation, l'exportation, l'exploitation, l'achat, la vente, en gros et en détail, ainsi que la fabrication de matières textiles et de meubles, ainsi que la vente d'objets de décoration.

Elle pourra effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières et financières, pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.**Art. 4.** La société prend la dénomination de ARTHUR DECO, S.à r.l.**Art. 5.** Le siège social est établi à Roodt (Commune de Ell).

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés.

La société peut ouvrir des agences ou succursales dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg.

Titre II.- Capital social - Parts sociales**Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de quatorze mille euros (14.000,- EUR) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent quarante euros (140,- EUR) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1.- Monsieur Bart Lacante, prénommé, cinquante parts sociales	50
2.- Monsieur Hendrik Derez, prénommé, cinquante parts sociales	50

Total: cent parts sociales 100

Toutes les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en numéraire à un compte bancaire au nom de la société, de sorte que la somme de quatorze mille euros (14.000,- EUR) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant l'accord des associés statuant à la majorité requise pour les modifications statutaires.**Art. 8.** Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.**Art. 9.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant le même agrément.

Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sociales sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans les 30 (trente) jours à partir de la date de refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts sociales est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.**Art. 11.** Les créanciers, personnels, ayants-droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaires de la société.

Titre III.- Administration et Gérance

Art. 12. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

A défaut de disposition contraire, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

La société n'est engagée en toutes circonstances que par la signature individuelle du gérant unique ou lorsqu'ils sont plusieurs, par les signatures conjointes de 2 (deux) gérants, sauf dispositions contraires fixées par l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 13. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Art. 14. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quelque soit le nombre des parts qui lui appartiennent; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 15. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les modifications des statuts doivent être décidées à la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social. Néanmoins le changement de nationalité de la société requiert l'unanimité des voix des associés.

Art. 16. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de la même année.

Art. 18. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 19. Les produits de la société, constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale des associés.

Titre IV.- Dissolution - Liquidation

Art. 20. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui en fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre V.- Dispositions générales

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Par dérogation à l'article dix-sept (17) qui précède, l'année sociale commence aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 2004.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille deux cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1.- L'adresse de la société est fixée au 7, rue de Hostert, L-8560 Roodt (Ell).

2.- Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

a) Gérant technique:

1.- Monsieur Bart Lacante, employé privé, né le 6 mai 1973 à Ypres, demeurant au 17, rue de Niederdonven, L-5401 Ahn.

b) Gérant administratif:

2.- Monsieur Hendrik Derez, employé privé, né le 12 septembre 1972 à Courtrai, demeurant au 7, rue de Hostert, L-8560 Roodt.

Pour toutes opérations y compris les opérations bancaires ne dépassant pas le montant de mille deux cent quarante euros (1.240,- EUR), la société est valablement engagée par la signature individuelle d'un gérant. Pour les opérations dépassant le montant ci-avant fixé, la signature conjointe des deux gérants est requise.

Remarque

Avant la clôture des présentes, le notaire instrumentant a attiré l'attention des constituants sur la nécessité d'obtenir des autorités compétentes les autorisations requises pour exercer les activités plus amplement décrites comme objet social à l'article deux des présents statuts.

Dont acte, fait et passé à Belvaux, en l'étude du notaire soussigné, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire instrumentant, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: B. Lacante, H. Derez, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 1^{er} juillet 2004, vol. 885, fol. 86, case 11. – Reçu 140 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 5 juillet 2004.

J.-J. Wagner.

(053345.3/239/128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2004.

GUCCI LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R. C. Luxembourg B 69.008.

Les actionnaires de GUCCI LUXEMBOURG S.A., GUCCI INTERNATIONAL N.V. et GUCCI GROUP N.V., ont décidé en date du 30 avril 2004:

- d'accepter la démission de MM. Domenico De Sole et Robert Steven Singer comme administrateurs de la société; décharge leur étant accordée pour l'exercice de leur mandat respectif à partir du 30 avril 2004; et
- de nommer M. Marco Biagioni, employé chez GUCCI, résidant à Via delle Selve 27, Lastra a Signa, 50055 Florence, Italie, comme administrateur de la Société avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour GUCCI LUXEMBOURG S.A.

Signature

Mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 6 juillet 2004, réf. LSO-AS01562. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(053675.3/000/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

GEKKO INVEST HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2014 Luxembourg, 24, avenue Marie-Thérèse.

R. C. Luxembourg B 67.008.

Les comptes annuels au 31 décembre 2001, enregistrés à Luxembourg, le 24 juin 2004, réf. LSO-AR06504, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juin 2004.

Pour la société GEKKO INVEST HOLDING S.A.

FIDUCIAIRE SOCOFISC S.A.

Signature

(050560.3/745/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2004.

GEKKO INVEST HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2014 Luxembourg, 24, avenue Marie-Thérèse.

R. C. Luxembourg B 67.008.

Les comptes annuels au 31 décembre 2002, enregistrés à Luxembourg, le 24 juin 2004, réf. LSO-AR06501, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juin 2004.

Pour la société GEKKO INVEST HOLDING S.A.

FIDUCIAIRE SOCOFISC S.A.

Signature

(050558.3/745/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2004.

GEKKO INVEST HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2014 Luxembourg, 24, avenue Marie-Thérèse.

R. C. Luxembourg B 67.008.

Les comptes annuels au 31 décembre 2003, enregistrés à Luxembourg, le 24 juin 2004, réf. LSO-AR06498, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juin 2004.

Pour la société **GEKKO INVEST HOLDING S.A.**

FIDUCIAIRE SOCOFISC S.A.

Signature

(050563.3/745/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2004.

GEKKO INVEST HOLDING S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 24, avenue Marie-Thérèse.

H. R. Luxemburg B 67.008.

Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der Ordentlichen Generalversammlung vom 10. Mai 2002

Punkt 1

Nach Verlesung des Geschäftsberichtes vom Verwaltungsrat und des Prüfungsberichtes vom Abschlußprüfer, welche ordnungsgemäß allen Aktionären zwei Wochen vor der Generalversammlung zugänglich waren, werden diese von der Generalversammlung einstimmig angenommen.

Punkt 2

Nach Kenntnisnahme des Geschäftsberichtes vom Verwaltungsrat und des Prüfungsberichtes vom Abschlussprüfer, erteilt die Generalversammlung einstimmig ihr Einverständnis zu der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung zum 31. Dezember 2001, die beide in der vom Verwaltungsrat vorgelegten Form angenommen werden.

Die Versammlung beschließt, den Jahresgewinn von 536.520,- wie folgt zu verwenden:

Ergebnisvortrag aus Vorjahren:	1.898.684,-
Jahresergebnis 2001:	536.520,-
	<hr/>
Zu verteilendes Ergebnis	2.435.204,-
Einstellung in gesetzliche Rücklage	17.426,-
	<hr/>
Vorzutragendes Ergebnis:	2.417.778,-

Punkt 3

Dem Verwaltungsrat und dem Abschlußprüfer wird einstimmig Entlastung für ihre im Verlaufe des Berichtsjahres ausgeübte Tätigkeit erteilt.

Für gleichlautenden Auszug

Unterschrift

Der Vorsitzende der ordentlichen Generalversammlung

Enregistré à Luxembourg, le 24 juin 2004, réf. LSO-AR06505. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(050553.3//29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2004.

GEKKO INVEST HOLDING S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 24, avenue Marie-Thérèse.

H. R. Luxemburg B 67.008.

Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der Ordentlichen Generalversammlung vom 9. Mai 2003

Punkt 1

Nach Verlesung des Geschäftsberichtes vom Verwaltungsrat und des Prüfungsberichtes vom Abschlußprüfer, welche ordnungsgemäß allen Aktionären zwei Wochen vor der Generalversammlung zugänglich waren, werden diese von der Generalversammlung einstimmig angenommen.

Punkt 2

Nach Kenntnisnahme des Geschäftsberichtes vom Verwaltungsrat und des Prüfungsberichtes vom Abschlußprüfer, erteilt die Generalversammlung einstimmig ihr Einverständnis zu der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung zum 31. Dezember 2002, die beide in der vom Verwaltungsrat vorgelegten Form angenommen werden.

Die Versammlung beschließt, den Verlust von 1.339,53 auf das Jahr 2003 vorzutragen.

Punkt 3

Dem Verwaltungsrat und dem Abschlußprüfer wird einstimmig Entlastung für ihre im Verlaufe des Berichtsjahres ausgeübte Tätigkeit erteilt.

Für gleichlautenden Auszug

Unterschrift

Der Vorsitzende der ordentlichen Generalversammlung

Enregistré à Luxembourg, le 24 juin 2004, réf. LSO-AR06503. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(050552.3//24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2004.

QUERISTICS INVESTMENT, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R. C. Luxembourg B 101.460.

STATUTES

In the year two thousand and four, on the twenty-second of June.

Before the undersigned Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

- KUWAIT FINANCE HOUSE K.S.C., a company incorporated and existing under the laws of Kuwait, registered at the Kuwait Ministry of Commerce under number 82/43 and Civil Number 611858000000, having its registered office at Safat Square, Junction of Abdulla Al-Mubarak Street, Fahd Al-Salem Street, Kuwait City, Kuwait,

here represented by Mr Olivier Peters, licencié en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Kuwait, on June 17, 2004.

- EQUITY ESTATE EUROPROPERTY INVESTMENT B.V., a private company with limited liability incorporated and existing under the laws of The Netherlands, registered at the trade register of the Chamber of Commerce of Amsterdam under number 34144421, having its registered office and its place of business at Kabelweg 37, 1014BA Amsterdam, The Netherlands,

here represented by Mr Olivier Peters, previously named, by virtue of a proxy, given in Amsterdam, on June 17, 2004.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxy holder of appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in their hereabove stated capacities, have required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which they declare organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A.- Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established by the current owners of the shares created hereafter and among all those who may become partners in future, a private limited company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the «Company») which shall be governed by the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

An additional purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participation in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of QUERISTICS INVESTMENT.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the same municipality by decision of the board of managers.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg Company.

B.- Share Capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at fifteen thousand euros (EUR 15,000.-) represented by five hundred and seventy-nine (579) shares of class A (the «A Shares»), and their holders being referred herein as the «A Partners») with a par value of twenty-five euros (EUR 25.-) each and by twenty-one (21) shares of class B (the «B Shares», and their holders being referred herein as the «B Partners») with a par value of twenty-five euros (EUR 25.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among partners. Any inter vivos transfer to a new partner is subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased partner may only be transferred to new partners subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

In addition to the above-mentioned prior approval, the Company will only recognize a transferee of shares in the Company as the owner of such shares and such transferee may only exercise the rights attached to such shares, if, insofar as may be required by the shareholders' agreement between the initial partners, as such agreement may from time to time be amended or replaced (the «Shareholders' Agreement»), such transfer is in compliance with the Shareholders' Agreement and if the transferee has expressly agreed to be bound by the Shareholders' Agreement.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the partners will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C.- Management

Art. 12. The Company is managed by a board of managers composed of two A managers (the «A Managers») and one B manager (the «B Manager»), who need not be partners. The two A Managers shall be elected on a list of candidates proposed by the A Partners and the B Manager shall be elected on a list of candidates proposed by the B Partners. The list of candidates proposed by each class of partners shall be determined by a simple majority vote of the partners of that class of shares.

The managers shall be elected by the partners at the general meeting which shall determine their remuneration and term of office. The managers are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

Any manager may be removed with or without cause by the general meeting of partners.

In the event of a vacancy in the office of a manager following death, resignation, retirement or otherwise, the remaining managers may temporarily appoint a manager. Such appointment may only be effected on a list of candidates proposed by the partners of the class of shares that has appointed the manager whose office has become vacant. There have to be at least two candidates for each vacancy. The general meeting of partners shall proceed with the final election at its next following meeting.

In dealing with third parties, the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose.

The Company will be bound in all circumstances by the joint signature of any A Manager together with the B Manager.

Art. 13. The Company is managed by a board of managers which shall choose from among the A Managers a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

No notice shall be required in case all the managers are present or represented at a meeting of such board of managers or in case of resolutions in writing approved and signed by all the members of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if an A Manager and the B Manager are present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by any A Manager together with the B Manager. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by any A Manager together with the B Manager or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 16. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

Art. 17. The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

D.- Decisions of the sole partner - Collective decisions of the partners

Art. 18. Each partner may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each partner is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 19. Save a higher majority as provided herein and/or in the Shareholders' Agreement, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

The partners may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

Art. 20. In the case of a sole partner, such partner exercises the powers granted to the general meeting of partners under the provisions of section XII of the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended.

E.- Financial year- Annual accounts - Distribution of profits

Art. 21. The Company's year commences on January first and ends on December thirty-first.

Art. 22. Each year on December thirty-first, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 23. Five per cent (5%) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the partners subject to and in accordance with the Shareholders' Agreement.

F.- Dissolution - Liquidation

Art. 24. In the event of a dissolution of the Company and unless otherwise provided in the Shareholders' Agreement, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, who need not be partners, and which are appointed by the general meeting of partners which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided in the Shareholders' Agreement, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the partners in proportion to the shares of the Company held by them subject to and in accordance with the Shareholders' Agreement.

G.- Final Clause - Applicable law

Art. 25. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Shareholders' Agreement and the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended. Where any matter contained in these articles conflicts with the provisions of the Shareholders' Agreement, the Shareholders' Agreement shall prevail inter partes and to the extent permitted by Luxembourg law.

Subscription and payment

- KUWAIT FINANCE HOUSE K.S.C., prenamed, has subscribed five hundred and seventy-nine (579) A Shares.

- EQUITY ESTATE EUROPROPERTY INVESTMENT B.V., prenamed, has subscribed twenty-one (21) B Shares.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of fifteen thousand euros (EUR 15,000.-), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional disposition

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31, 2004.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately two thousand euros.

General meeting of Partners

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as fully convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and have passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg;
2. The following persons are appointed A Managers of the Company for an indefinite period:

- Mr Ali Al-Ghannam, investment manager, born on January 7, 1966, in Kuwait City, Kuwait, residing at Qurtoba Block 4, St. Qurtoba, House 57, Kuwait;

- Mr Anwar Al Yahya, assistant investment manager, born on June 8, 1971, in Leeds, United Kingdom, residing at Surra Area, Block No 2, S No 7, House No 9, Kuwait.

3. The following person is appointed B Manager of the Company for an indefinite period:

- EQUITY ESTATE B.V., registered at the trade register of the Chamber of Commerce of Amsterdam under number 33297030, having its registered office and its place of business at Kabelweg 37, 1014BA Amsterdam, The Netherlands.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxy holder of the persons appearing, known to the notary by name, first name, civil status and residences, the said person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatre, le vingt-deux juin.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu

- KUWAIT FINANCE HOUSE K.S.C., une société constituée et existant selon les lois du Koweït, enregistrée au Ministère du Commerce du Koweït sous le numéro 82/43 et numéro civil 611858000000, ayant son siège social à Safat Square, Junction of Abdulla Al-Mubarak Street, Fahd Al-Salem Street, Koweït City, Koweït,

ici représentée par Monsieur Olivier Peters, licencié en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Koweït, le 17 juin 2004.

- EQUITY ESTATE EUROPROPERTY INVESTMENT B.V., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois des Pays-Bas, enregistrée au registre de commerce de la Chambre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 34144421, ayant son siège social et son principal établissement à Kabelweg 37, 1014BA Amsterdam, Pays-Bas,

ici représentée par Monsieur Olivier Peters, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Amsterdam, le 17 juin 2004.

Les procurations signées ne varient par le mandataire des comparants et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

A.- Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par les propriétaire actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Un objet supplémentaire de la Société est l'acquisition et la vente de biens immobiliers soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger ainsi que toutes les opérations liées à des biens immobiliers, comprenant la prise de participations directe ou indirecte dans des sociétés au Luxembourg ou à l'étranger dont l'objet principal consiste dans l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

La Société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de QUERISTICS INVESTMENT.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social pourra être transféré dans la même commune par décision du conseil de gérance.

Il peut être créé, par simple décision du conseil de gérance, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera une société luxembourgeoise.

B.- Capital social - parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de quinze mille euros (EUR 15.000,-) représentée par cinq cent soixante-dix-neuf (579) parts sociales de classe A (les «Parts A», leurs titulaires étant nommés les «Associés A»), d'une valeur

de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune et par vingt et une (21) parts sociales de classe B (les «Parts B», leurs titulaires étant nommés les «Associés B»), d'une valeur de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

En plus de l'agrément préalable susvisé, la Société ne reconnaîtra un cessionnaire de parts sociales en tant qu'associé de la Société et un tel cessionnaire ne pourra exercer les droits attachés à ces parts qu'à la condition que, dans la mesure où cela est requis par le pacte d'actionnaires entre les associés fondateurs, tel que celui-ci peut être amendé ou remplacé (le «Pacte d'Actionnaires»), la cession soit conforme au Pacte d'Actionnaires et que le cessionnaire ait expressément accepté d'être tenu par le Pacte d'Actionnaires.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

C.- Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un conseil de gérance composé de deux gérants A (les «Gérants A») et d'un gérant B (le «Gérant B»), qui n'ont pas besoin d'être associés. Les deux Gérants A seront élus parmi une liste de candidats proposés par les Associés A et le Gérant B sera élu parmi une liste de candidats proposés par les Associés B. La liste des candidats proposés par chaque catégorie d'associé sera fixée par un vote à la majorité simple des associés de cette classe de parts sociales.

Les gérants seront élus par les associés à l'assemblée générale qui fixera leur rémunération et le terme de leur mandat. Les gérants sont élus par un vote à la majorité simple des parts sociales présentes ou représentées.

Tout gérant peut être révoqué avec ou sans motif par l'assemblée générale des associés.

En cas de vacance d'un poste de gérant suite à un décès, une démission, un départ à la retraite ou autrement, les gérants restants peuvent provisoirement nommer un gérant. Cette nomination pourra seulement être effectuée à partir d'une liste de candidats proposés par les associés appartenant à la classe de parts sociales qui a nommé le gérant dont le poste est devenu vacant. Il doit y avoir au moins deux candidats par poste vacant. L'assemblée générale des associés procédera à l'élection définitive lors de sa prochaine réunion.

Vis-à-vis des tiers, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

La Société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de l'un des Gérants A avec le Gérant B.

Art. 13. La Société est gérée par un conseil de gérance qui choisira parmi les Gérants A un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Les réunions du conseil de gérance se tiendront au siège social de la Société à moins que l'avis de convocation n'en dispose autrement. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Aucun avis de convocation n'est requis lorsque tous les gérants sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance ou lorsque des résolutions écrites sont approuvées et signées par tous les membres du conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'en-

tendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si l'un des Gérant A et le Gérant B sont présents ou représentés à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constitue le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 14. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par l'un des Gérants A avec le Gérant B. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par l'un des Gérants A avec le Gérant B ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 17. Le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 18. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 19. A moins qu'un quorum plus important soit prévu par les statuts et/ou par le Pacte d'Actionnaire, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société. Toutes autres modifications des statuts sont décidées à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 20. Dans le cas d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E.- Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 21. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 22. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 23. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition des associés, à condition que cela ne contrevienne pas aux dispositions du Pacte d'Actionnaire et que cela soit fait conformément à ces mêmes dispositions.

F.- Dissolution - Liquidation

Art. 24. En cas de dissolution de la Société et à moins que le Pacte d'Actionnaire n'en dispose autrement, la Société sera liquidée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, et qui seront nommés par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. A moins que le Pacte d'Actionnaire n'en dispose autrement, les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société, à condition que cela ne contrevienne pas aux dispositions du Pacte d'Actionnaire et que cela soit fait conformément à ces mêmes dispositions.

G.- Disposition finale - Loi applicable

Art. 25. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions du Pacte d'Actionnaires et de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée. Au cas où l'une des dispositions des présents statuts ne serait pas en accord avec les dispositions du Pacte d'Actionnaires, le Pacte d'Actionnaires prévaudra inter partes dans la mesure où cela est en conformité avec le droit luxembourgeois.

Souscription et libération

- KUWAIT FINANCE HOUSE K.S.C., prénommée, a souscrit cinq cent soixante-dix-neuf (579) Parts A.

- EQUITY ESTATE EUROPROPERTY INVESTMENT B.V., prénommée, a souscrit vingt et une (21) Parts B.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de quinze mille euros (EUR 15.000,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2004.

Frais

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à charge à raison de sa constitution est évalué environ à deux mille euros.

Assemblée Générale Extraordinaire

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, ont tenu une assemblée générale extraordinaire et ont pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi aux 8-10 rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées Gérants A de la Société pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Ali Al-Ghannam, gestionnaire financier, né le 7 janvier 1966, à Koweït City, Koweït, résidant à Qurtoba Block 4, St. Qurtoba, House 57, Koweït;
 - Monsieur Anwar Al Yahya, gestionnaire financier assistant, né le 8 juin 1971, à Leeds, Royaume Uni, résidant à Surra Area, Block No 2, S No 7, House No 9, Koweït.
3. La personne suivante est nommée Gérant B de la Société pour une durée indéterminée:
 - EQUITY ESTATE B.V., une société enregistrée au registre de commerce de la Chambre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 33297030, ayant son siège social et son principal établissement à Kabelweg 37, 1014BA Amsterdam, Pays-Bas.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: O. Peters, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 1^{er} juillet 2004, vol. 885, fol. 86, case 5. – Reçu 150 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 5 juillet 2004.

J.-J. Wagner.

(053346.3/239/398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2004.

E-PARCO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.
R. C. Luxembourg B 68.048.

In the year two thousand four, on the twenty-fifth of June.

Before Us Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of E-PARCO, S.à r.l., having its registered office at L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B-68,048, incorporated by a notarial deed on December 24, 1998, published in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 215 of March 29, 1999. The Articles of Incorporation have been amended several times and for the last time by a private deed of April 5, 2002, published in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1.024 of July 4, 2002.

The meeting was opened at 2.30. p.m. and was presided by Mr Patrick Metdepenninghen, executive director, residing professionally in Brussels.

The President appointed as secretary Mrs Nathalie Bousquié, lawyer, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr Patrick Geortay, lawyer, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I) The shareholders present or represented, the proxies of the shareholders represented and the number of their shares are shown on an attendance list. This attendance list, having been signed by the shareholders present, the proxies representing shareholders, the members of the board of the meeting and the undersigned notary, shall stay affixed to these minutes with which it will be registered.

The proxies given by the represented shareholders after having been initialled *ne varietur* by the members of the board of the meeting and the undersigned notary shall stay affixed in the same manner to these minutes.

II) The present extraordinary general meeting has been convened by registered mail sent to the shareholders.

III) It appears from the attendance list, that all the shares are in attendance or are represented at the present extraordinary general meeting.

IV) The present meeting is regularly constituted and can decide validly on its agenda, of which the shareholders declare having been preliminary advised. The shareholders waive all notice periods and notice requirements in respect of this meeting.

V) The agenda of the meeting is the following:

1. Decision to put the Company into liquidation.
2. Appointment of Mr Steven De Tollenaere as the liquidator.

3. Determination of the powers to be given to the liquidator.

4. Determination of the liquidator's liability.

5. Miscellaneous.

VI) After this had been set forth by the Chairman and acknowledged by the members of the board of the meeting, the meeting proceeded to the agenda.

The meeting having considered the agenda, the Chairman submitted to the vote of the members of the meeting the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolves to dissolve and put the company into liquidation.

This resolution has been adopted by unanimous vote.

Second resolution

The general meeting resolves to appoint as liquidator Mr Steven De Tollenaere, directeur financier, residing in 19 Minnestraat, B-1840 Londerzeel.

This resolution has been adopted by unanimous vote.

Third resolution

The general meeting resolves to grant to the liquidator the powers and authority such as provided by article 144 of the Luxembourg company law.

The liquidator is authorised and empowered to carry out all transactions provided in article 145 of the Luxembourg company law without the authorisation of the general meeting of shareholders where such authorisation is required.

The liquidator may relieve the registrar of mortgages from proceeding ex officio to a registration; waive all property and similar rights, charges, liens, mortgages, actions for rescission; grant any release, with or without payment, of the registration of any charge, lien, mortgage, seizure, attachment or other opposition. The liquidator is dispensed from drawing up an inventory and he may rely on the company's accounts.

The liquidator may under his own responsibility grant for the duration as set by him to one or more proxyholders such part of his powers as he deems fit for the accomplishment of specific transactions.

This resolution has been adopted by unanimous vote.

Fourth resolution

The general meeting resolves that unless otherwise provided by the shareholders' meeting, the company in liquidation is validly bound towards third parties without any limitation by the single signature of the liquidator for all deeds and acts including those involving any public official or notary public.

This resolution has been adopted by unanimous vote.

Fifth resolution

The general meeting resolves that the liquidator shall incur no personal liability for the performance of its duties, save in case of gross negligence or wilful misconduct. To the fullest extent permitted by law, the general meeting waives any claim, recourse or right it may have against the liquidator in this respect.

This resolution has been adopted by unanimous vote.

Nothing else being on the Agenda, the meeting was adjourned.

Whereof the present original deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be binding.

This document having been read to the persons appearing, all known to the notary by their names, first names, civil statuses and residences, the members of the board of the meeting signed together with the notary the present original deed.

Follows the French translation:

L'an deux mille quatre, le vingt-cinq juin.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de E-PARCO, S.à r.l., ayant son siège social à L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B- 68.048, constituée par acte notarié du 24 décembre 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 215 du 29 mars 1999. Les statuts ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois par acte sous seing privé du 5 avril 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1.024 du 4 juillet 2002.

La séance est ouverte à quatorze heures trente sous la présidence de Monsieur Patrick Metdepenninghen, executive director, avec adresse professionnelle à Bruxelles.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Maître Nathalie Bousquié, avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Maître Patrick Geortay, avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I) Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par

les associés présents, les mandataires des associés représentés, les membres du bureau et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent procès verbal pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des associés représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentaire.

II) Que la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée par courrier recommandé adressé aux associés.

III) Qu'il résulte de ladite liste de présence que tous les associés sont présents ou représentés à la présente assemblée générale extraordinaire.

IV) Que la présente assemblée est donc régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour, duquel les associés déclarent avoir eu préalablement connaissance. Les associés renoncent aux délais et formalités de convocation concernant ladite assemblée.

V) Que la présente assemblée a pour ordre du jour:

1. Décision de mettre la société en liquidation.
2. Nomination de Monsieur Steven De Tollenaere comme liquidateur.
3. Détermination des pouvoirs à conférer au liquidateur.
4. Détermination de la responsabilité du liquidateur.
5. Divers.

VI) Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci passe à l'ordre du jour.

Après délibération, Monsieur le Président met aux voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide la mise en liquidation de la société.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de nommer comme liquidateur Monsieur Steven De Tollenaere, directeur financier, demeurant au 19 Minnestraat, B-1840 Londerzeel.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de conférer au liquidateur les pouvoirs et mandats prévus par l'article 144 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

Le liquidateur est autorisé à accomplir tous les actes prévus à l'article 145 de la Loi et il est investi de tous les pouvoirs nécessaires sans qu'une autorisation de l'assemblée générale des associés, lorsqu'elle est requise, soit nécessaire.

Le liquidateur peut dispenser le conservateur des hypothèques de procéder à une inscription d'office; il peut renoncer à des droits de propriété ou à des droits similaires, à des gages, sûretés ou hypothèques ou actions en rescision, il peut accorder mainlevée, avec ou sans quittance, de l'inscription de tout gage, sûreté, hypothèque, saisie ou autre opposition. Le liquidateur est dispensé de l'obligation de tenir un inventaire et peut se fonder sur les comptes de la société.

Le liquidateur peut, sous sa propre responsabilité et pour une durée qu'il fixe, confier à un ou plusieurs mandataires des pouvoirs qu'il croit appropriés pour l'accomplissement de certains actes particuliers.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide qu'en l'absence d'autres décisions prises par l'assemblée des associés, la société en liquidation est valablement et sans limitation engagée envers des tiers par la signature du liquidateur, pour tous les actes y compris ceux impliquant tout fonctionnaire public ou notaire.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide que le liquidateur n'encourra aucune responsabilité personnelle en ce qui concerne l'exécution de sa mission, sauf en cas de faute lourde ou de faute intentionnelle. Sous la seule réserve des dispositions légales auxquelles il ne peut être dérogé, l'assemblée générale renonce à toute action, recours ou droit à l'encontre du liquidateur à ce propos.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate que sur demande des comparants, le présent procès-verbal est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version en langue française, la version anglaise devant, sur demande des mêmes comparants, faire foi en cas de divergence avec la version française.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les membres du bureau ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. Metdepenninghen, N. Bousquié, P. Geortay, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 1^{er} juillet 2004, vol. 885, fol. 87, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 5 juillet 2004.

J.-J. Wagner.

(053621.3/239/156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

TRIDAMD, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3926 Mondercange, 2A, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 101.457.

STATUTS

L'an deux mille quatre, le vingt et un mai.

Par-devant Maître Aloyse Biel, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

Monsieur Claude Zanardelli, indépendant, demeurant à F-54590 Hussigny-Godbrange, 13, rue Marie Curie.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il constitue par les présentes.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée unipersonnelle qui sera régie par les lois relatives ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, l'associé peut s'adjoindre un ou plusieurs coassociés et, de même, les futurs associés peuvent prendre les mesures appropriées tendant à rétablir le caractère unipersonnel de la société.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'un débit de boissons alcooliques et non-alcooliques avec l'achat et la vente des articles de la branche.

Elle pourra faire toutes les opérations mobilières et immobilières, financières et autres se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société prend la dénomination de TRIDAMD, S.à r.l. et aura comme enseigne commerciale BRASSERIE JEMAX PUB.

Art. 5. Le siège social est établi à Mondercange.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'associé unique.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,-) divisé en cent parts sociales (100) de cent vingt-quatre euros (EUR 124,-) chacune et se trouve maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

Art. 7. Les cent parts sociales (100) parts sociales sont souscrites en espèces par l'associée unique.

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées en espèces de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros (EUR 12.400,-) est dès à présent à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

Art. 8. Toutes cessions entre vifs de parts sociales détenues par l'associé unique comme leur transmission par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux, sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne sont cessibles dans ce même cas à des non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être dans le même cas transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de cession, la valeur d'une part est évaluée sur base des trois derniers bilans de la société.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer d'aucune manière dans les actes de son administration. Pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan et inventaire de la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associé ou non, nommés et révocables à tout moment par l'associé unique qui en fixe les pouvoirs et les rémunérations.

Art. 11. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 12. Chaque année le trente et un décembre les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Le produits de la société, constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissement et charges constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la libre disposition de l'associé unique.

Art. 13. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, l'associé se réfère aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice commence aujourd'hui et finit le trente et un décembre 2004.

Frais

L'associé a évalué le montant des frais, dépenses, rémunération et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution à environ huit cents soixante-dix euros (EUR 870,-).

Les frais et honoraires des présentes sont à charge de la société. Elle s'engage solidairement ensemble avec les comparants au paiement desdits frais.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare aussi avoir informé les comparants au sujet des formalités d'ordre administratif nécessaires en vue de l'obtention d'une autorisation d'établissement préalable à l'exercice de toute activité.

Décisions

Et l'associé a pris les résolutions suivantes:

1.- Est nommé gérant unique pour une durée indéterminée:

Monsieur Claude Zanardelli, prêtre.

2.- La société est gérée par l'associé-gérant unique qui pourra engager la société sous sa seule signature.

3.- Le siège social est établi à L-3926 Mondercange, 2A Grand-rue.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. Zanardelli, A. Biel.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 24 mai 2004, vol. 898, fol. 25, case 7. – Reçu 124 euros.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 5 juillet 2004.

A. Biel.

(053349.3/203/82) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2004.

RADIO RATIO HOLDING AG, Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

H. R. Luxembourg B 54.257.

—

Auszug des Protokolls der ordentlichen Generalversammlung der RADIO RATIO HOLDING AG vom 1. April 2002

Traktandum 4 der Tagesordnung: Wahlen

«Die LCG INTERNATIONAL S.A. wird als Kommissarin für eine Periode von 5 Jahren einstimmig gewählt.

Die Verwaltungsräte Eric Funk, Karin Funk Blaser, Yvonne Raquet-Funk, Stefan Funk werden, bei entsprechender Stimmenthaltung, für die Periode von 5 Jahren einstimmig wiedergewählt».

Unterschrift.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 2004, réf. LSO-AS00101. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(053630.3/000/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

HORIZON SPORT FINANCE & MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.

R. C. Luxembourg B 66.534.

—

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 28 juin 2004, réf. LSO-AR06910, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 2004.

Signature.

(053614.3/768/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

FBZ S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1333 Luxembourg, 5, rue Chimay.

R. C. Luxembourg B 86.118.

—

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2004, réf. LSO-AS01295, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 2004.

Signature.

(053649.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

LUXEMBURGER PATENTGESELLSCHAFT S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1840 Luxemburg, 11A, boulevard Joseph II.
H. R. Luxemburg B 56.640.

—
*Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der ordentlichen Generalversammlung
vom Mittwoch, 21. Mai 2003, 15.00 Uhr abgehalten am Gesellschaftssitz*

Die Versammlung hat in der vorgenannten Sitzung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Versammlung bestimmt einstimmig die Mandate folgender Verwaltungsratsmitglieder, nach Zeitablauf ihrer Mandate zu verlängern:
Herr Dr. Markus Zink-Wild, Rechtsanwalt, Schweiz als Vorsitzender
Frau Hiltrud Lehnen, Privatbeamtin, Deutschland
Frau Silvia Gudenburg-Grün, Privatbeamtin, Luxemburg
Die Mandate des Verwaltungsrates entfallen sofort nach der Generalversammlung des Jahres 2008.
2. Nach Zeitablauf des Mandates der LUXEMBURG CONSULTING GROUP A.G. als Kommissar schlägt der Vorsitzende zur Neuwahl des Kommissars die LCG INTERNATIONAL S.A., Luxemburg vor.
Die Versammlung beschliesst einstimmig, dass die LCG INTERNATIONAL S.A., Luxemburg zum neuen Kommissar gewählt wird. Das Mandat des Kommissars entfällt sofort nach der Generalversammlung des Jahres 2008.

Luxemburg, den 21. Mai 2003.

Unterschrift

Die Versammlung

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 2004, réf. LSO-AS00100. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(053635.3/000/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

NOLA HOLDING S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1840 Luxemburg, 11A, boulevard Joseph II.
H. R. Luxemburg B 40.821.

Herr Wolfram Voegele legt mit sofortiger Wirkung sein Mandat als Mitglied des Verwaltungsrats der Gesellschaft nieder.

Luxemburg, den. 7 Juni 2004.

W. Voegele.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 2004, réf. LSO-AS00083. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(053638.2//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

URBANA S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1840 Luxemburg, 11A, boulevard Joseph II.
H. R. Luxemburg B 70.743.

—
*Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der ordentlichen Generalversammlung
vom Mittwoch, 19. Mai 2004, abgehalten am Gesellschaftssitz*

Die Versammlung hat in der vorgenannten Sitzung folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Versammlung fasst einstimmig folgenden Beschluss:
Die Versammlung beruft Frau Ilka Zerche, Privatbeamtin, Luxemburg, als Vorsitzende ab und gibt ihr vollen Entlast.
2. Die Versammlung ernennt einstimmig zum neuen Verwaltungsratsvorsitzenden:
Herr Shihmurat Hajimurzayev, Kaufmann, Russland.
3. Die Versammlung fasst weiterhin einstimmig folgenden Beschluss:
Die Versammlung nimmt den Rücktritt an der Herren Hermann-Joseph Dupré und Götz Schöbel als Verwaltungsratsmitglieder und gibt ihnen vollen Entlast.
4. Die Versammlung ernennt einstimmig zu den neuen Verwaltungsratsmitgliedern:
Herr Hermann-Joseph Dupré, Rechtsanwalt, Deutschland
Herr Götz Schöbel, Betriebswirt, Luxemburg
so dass der Verwaltungsrat sich nunmehr aus folgenden Personen zusammensetzt:
Herr Shihmurat Hajimurzayev, Kaufmann, Russland
Herr Hermann-Joseph Dupré, Rechtsanwalt, Deutschland
Herr Götz Schöbel, Betriebswirt, Luxemburg.
Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit Ende der ordentlichen Generalversammlung 2010.
5. Der Rücktritt des Kommissars LUXEMBOURG CONSULTING GROUP AG wird akzeptiert. Die Versammlung fasst einstimmig folgenden Beschluss:
Zum neuen Kommissar des Gesellschaft wird LCG INTERNATIONAL S.A., Luxemburg ernannt. Das Mandat des Kommissars endet mit Ende der ordentlichen Generalversammlung 2010.

Luxemburg, den 19. Mai 2004.

Unterschrift

Die Versammlung

Enregistré à Luxembourg, le 26 mai 2004, réf. LSO-AQ05265. – Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(053628.3/000/34) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

PTAH S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 84.202.

—
*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires
tenue au siège social à Luxembourg, le 11 juin 2004*

Monsieur De Bernardi Angelo, Monsieur Diederich Georges et Monsieur Arno' Vincenzo sont renommés administrateurs pour une nouvelle période de trois ans. Madame Scheifer-Gillen Romaine est renommée commissaire aux comptes pour la même période. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2007.

Pour extrait sincère et conforme

PTAH S.A.

A. De Bernardi / G. Diederich

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2004, réf. LSO-AS01204. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(053599.3/545/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

SH MANAGEMENT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6793 Grevenmacher, 52, route de Trèves.

R. C. Luxembourg B 49.709.

—
Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2004, réf. LSO-AS00863, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

UNIVERSALIA (FIDUCIAIRE) S.A.

Signature

(053713.3/643/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

MOBILIER DESIGN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R. C. Luxembourg B 51.326.

—
Le bilan au 30 juin 2003, enregistré à Luxembourg, le 6 juillet 2004, réf. LSO-AS01564, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2004.

Signature.

(053577.3/717/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

STRIPE INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R. C. Luxembourg B 98.074.

—
Suite à la cession de parts intervenue en date du 19 mai 2004 entre ABN AMRO VENTURES B.V. et les sociétés mentionnées ci-dessous, les 125 parts sociales de la Société sont détenues comme suit:

- MT HOLDINGS, S.à r.l.	10 parts sociales
- CO-INVESTMENT II LUXCO, S.à r.l.	21 parts sociales
- SCP V MOBILIER LUXCO HOLDING, S.à r.l.	25 parts sociales
- TECHNOLOGIEHOLDING CENTRAL AND EASTERN EUROPEAN PARALLEL FUND B.V..	2 parts sociales
- TECHNOLOGIEHOLDING CENTRAL AND EASTERN EUROPEAN FUND N.V..	5 parts sociales
- TAQUISEN PRESTACAO DE SERVICOS DE CONSULTORIE ECONOMICA S.A.	15 parts sociales
- VERBENA SERVICOS E INVESTIMENTOS S.A.	7 parts sociales
- ANGERLO INVESTMENTS B.V..	21 parts sociales
- BSFOF HOLDINGS LIMITED	19 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

STRIPE INVESTMENTS, S.à r.l.
MANACOR (LUXEMBOURG) S.A.
Gérant
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2004, réf. LSO-AS01400. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(053533.3/683/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

PALMAROSA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 85.500.

—
*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire des Actionnaires
tenue au siège social à Luxembourg, le 28 mai 2004*

Monsieur De Bernardi Angelo, Monsieur Diederich Georges et Monsieur Arno' Vincenzo sont renommés administrateurs pour une nouvelle période de trois ans. Madame Scheifer-Gillen Romaine est renommée commissaire aux comptes pour la même période. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2007.

Pour extrait sincère et conforme
PALMAROSA S.A.
A. De Bernardi / G. Diederich
Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2004, réf. LSO-AS01206. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(053503.3/545/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

BAKI PAYSAGE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4324 Esch-sur-Alzette, 7-9, rue des Sports.
R. C. Luxembourg B 81.001.

—
Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2004, réf. LSO-AS01308, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 2004.

Signature.

(053582.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

ICI PARIS XL (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 80, route de Longwy.
R. C. Luxembourg B 92.955.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 février 2004

1. Les actionnaires acceptent la démission de Monsieur Dirk Siebrand de son poste d'administrateur. Son mandat prendra fin le 5 avril 2004.

Les actionnaires statueront sur la décharge à accorder à ce dernier lors de la tenue de leur prochaine assemblée générale ordinaire annuelle.

2. Les actionnaires décide de nommer administrateur de la société Monsieur Jürgen Schreiber, né le 7 février 1962 à Heuchelheim (Allemagne), Directeur, demeurant Tai Tam Road 38, Pacific View 22A Hong Kong.

La nomination de Monsieur Jürgen Schreiber sera effective à partir du 1^{er} mars 2004. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2009.

Bertrange, le 23 février 2004.

Pour extrait conforme
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 30 juin 2004, réf. LSO-AR07933. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(053501.3/000/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

CI-ERRE LUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 61.674.

Le bilan au 31 octobre 2002, enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 2004, réf. LSO-AS0470, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2004.

CI-ERRE LUX S.A.

Signatures

Administrateurs

(053556.3/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

CI-ERRE LUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 61.674.

Le bilan au 31 octobre 2003, enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 2004, réf. LSO-AS00467, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2004.

CI-ERRE LUX S.A.

Signatures

Administrateurs

(053557.3/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

MONSTERA BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 64.961.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire des Actionnaires
tenue au siège social à Luxembourg, le 10 mai 2004*

Monsieur De Bernardi Angelo, Monsieur Schaus Adrien et Monsieur Heitz Jean-Marc sont renommés administrateurs pour une nouvelle période de trois ans. Madame Ries-Bonani Marie-Fiore est renommée commissaire aux comptes pour la même période. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2007.

Pour extrait sincère et conforme

MONSTERA BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT A.G.

A. De Bernardi / J.-M. Heitz

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2004, réf. LSO-AS01198. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(053722.3/545/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

VINIFIN INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 17, rue Louvigny.
R. C. Luxembourg B 39.179.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires
tenue au siège social à Luxembourg, le 25 juin 2004*

Monsieur Angelo De Bernardi, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, est nommé commissaire aux comptes, en remplacement de Monsieur Jean-Marc Heitz. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2005.

Pour extrait sincère et conforme

VINIFIN INTERNATIONAL S.A.

G. Cirolini / V. Arno'

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2004, réf. LSO-AS01202. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(053718.3/545/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

EURO-SERVICE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6791 Grevenmacher, 22, rue de Thionville.
R. C. Luxembourg B 81.313.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 15 juin 2004, réf. LSO-AR04303, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(050816.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2004.

EURO-SERVICE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6791 Grevenmacher, 22, rue de Thionville.
R. C. Luxembourg B 81.313.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 15 juin 2004, réf. LSO-AR06102, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(050819.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2004.

EURO-SERVICE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6791 Grevenmacher, 22, rue de Thionville.
R. C. Luxembourg B 81.313.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 15 juin 2004, réf. LSO-AR06205, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(050820.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2004.

CONVERGENCE GROUP INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.
R. C. Luxembourg B 57.336.

Les comptes annuels au 31 décembre 1999, enregistrés à Luxembourg, le 5 juillet 2004, réf. LSO-AS01084, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

AFFECTATION DU RESULTAT

- Report à nouveau -441.686,00 USD

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2004.

Signature.

(053459.3/802/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

CONVERGENCE GROUP INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.
R. C. Luxembourg B 57.336.

Les comptes annuels au 31 décembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 5 juillet 2004, réf. LSO-AS01085, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

AFFECTATION DU RESULTAT

- Résultat de l'exercice 7.951.308,00 USD

- Résultats reportés -583.859,00 USD

- Résultat disponible. 7.367.449,00 USD

- Affectation à la réserve légale -50.000,00 USD

- Report à nouveau 7.317.167,00 USD

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2004.

Signature.

(053460.3/802/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

CONVERGENCE GROUP INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 57.336.

Les comptes annuels au 31 décembre 2001, enregistrés à Luxembourg, le 5 juillet 2004, réf. LSO-AS01087, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

AFFECTATION DU RESULTAT

- Report à nouveau 511.243,00 USD

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2004.

Signature.

(053463.3/802/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

G.A.F.L. S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.

R. C. Luxembourg B 90.483.

EXTRAIT

L'Assemblée générale du 25 juin 2004 a renouvelé les mandats des administrateurs et leur a donné décharge pour leurs fonctions durant l'exercice clos au 31 décembre 2003.

Le Conseil d'Administration se compose donc ainsi:

- Monsieur Laurent Heiliger, Administrateur, licencié en sciences commerciales et financières, 3-5, Place Winston Churchill L-1340 Luxembourg.
- Madame Michelle Delfosse, Administrateur, ingénieur, 3-5, Place Winston Churchill L-1340 Luxembourg
- Monsieur Henri Grisius, Administrateur-Président, licencié en sciences économiques appliquées, 3-5, Place Winston Churchill L-1340 Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2004.

L'assemblée générale du 25 juin 2004 a renouvelé le mandat du Commissaire aux Comptes et lui a donné décharge pour sa fonction durant l'exercice clos au 31 décembre 2003.

- Monsieur Aloyse Scherer, expert-comptable, 16, rue Dante, L-1412 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2004.

L'Assemblée générale ordinaire du 25 juin 2004 a transféré l'ancien siège social de la société situé au 30, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, avec effet immédiat.

Le siège social de la société est dorénavant situé au:

- 3-5, Place Winston Churchill L-1340 Luxembourg

Luxembourg, le 25 juin 2004.

Pour G.A.F.L. S.A., Société anonyme holding

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2004, réf. LSO-AS00888. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(053269.3/833/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2004.

MALBEC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 62.522.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juin 2004

1. L'Assemblée accepte la démission des Administrateurs Monsieur Stazi Roberto, Monsieur Sbroggio' Mauro et Madame Costantini Giuseppina et décide de nommer comme nouveaux Administrateurs, Monsieur Arno' Vicenzo, maître en droit, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, Monsieur Diederich Georges, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, et Monsieur Donati Régis, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, en remplacement respectivement de Monsieur Stazi Roberto, Monsieur Sbroggio' Mauro et Madame Costantini Giuseppina, auxquels l'Assemblée accorde décharge pleine et entière pour l'accomplissement de leurs mandats.
2. L'Assemblée accepte la démission du Commissaire aux comptes Monsieur Del Pico Luca, et décide de nommer Monsieur Schaus Adrien, comptable, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, en remplacement du commissaire sortant, à qui l'Assemblée accorde décharge pleine et entière pour l'accomplissement de son mandat.
3. Les mandats des nouveaux Administrateurs ainsi que du Commissaire aux comptes viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2005.

Luxembourg, le 30 juin 2004.

Pour extrait sincère et conforme

MALBEC S.A.

Signatures

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2004, réf. LSO-AS01188. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(053726.3/545/28) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

SAFILO CAPITAL INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R. C. Luxembourg B 90.240.

Extrait des minutes de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui s'est tenue le 28 juin 2004

A l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de SAFILO CAPITAL INTERNATIONAL S.A., il a été décidé comme suit:

- d'accepter la démission des personnes suivantes de leurs fonctions d'Administrateur A de la Société et ce avec effet immédiat:
 - M. Tim Van Dijk, ayant sa résidence au 5, rue Jean Schaak, L-2563 Luxembourg;
 - M. Luc De Vet, ayant sa résidence au 2, Um Haff, L-1898 Kockelscheuer;
- de donner décharge aux Administrateurs pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à ce jour;
- de nommer les personnes suivantes Administrateurs A de la société et ce avec effet immédiat:
 - M. Michel van Krimpen, ayant son adresse professionnelle au 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg;
 - M. Herman Boersen, ayant son adresse professionnelle au 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg;

leurs mandats expirant lors de l'assemblée qui approuvera les comptes 2007.

Le Conseil d'administration se compose désormais comme suit:

- M. Michel van Krimpen, Administrateur A;
- M. Herman Boersen, Administrateur A;
- M. Roberto Vedovotto, Administrateur B.

Luxembourg, le 28 juin 2004.

M. Van Krimpen / H. Boersen

Director / Director

Enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 2004, réf. LSO-AS00594. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(053730.3/710/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

JALFIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.

R. C. Luxembourg B 51.521.

Le bilan au 31 mars 2004, enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 2004, réf. LSO-AS00427, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

AFFECTATION DU RESULTAT

- Résultats reportés:	61.567,72 EUR
- Résultat de l'exercice:	217.518,91 EUR
- Report à nouveau	279.086,63 EUR

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2004.

Signature.

(053453.3/802/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

TRANSACTIVE MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7241 Bereldange, 204, route de Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 86.183.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 2 juillet 2004.

P. Bettingen.

(053787.3/202/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2004.

C.D.G. PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R. C. Luxembourg B 17.954.

Le bilan au 28 février 2002, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 2004, réf. LSO-AS00018, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juillet 2004.

Pour C.D.G. PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme Holding

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia Hengel / S. Wallers

(053211.3/1017/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2004.

C.D.G. PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R. C. Luxembourg B 17.954.

Le bilan au 28 février 2003, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 2004, réf. LSO-AS00016, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juillet 2004.

Pour C.D.G. PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme Holding

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia Hengel / S. Wallers

(053209.3/1017/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2004.

LEADER HOLDING S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 97.551.

Monsieur Gustave Vogel, traducteur-interprète assermenté, démissionne de son poste d'administrateur dans la société LEADER HOLDING S.A. avec effet au 2 janvier 2004.

Luxembourg, le 2 juillet 2004.

G. Vogel.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2004, réf. LSO-AS01059. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(053205.2//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2004.

ATLAS INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R. C. Luxembourg B 74.339.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 2004, réf. LSO-AS00013, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juillet 2004.

Pour ATLAS INVESTMENTS S.A., Société Anonyme

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia Hengel / S. Wallers

(053287.3/1017/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2004.

MAYLYS HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.
R. C. Luxembourg B 68.648.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

qui se tiendra au siège social de la société à Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo, le mercredi 15 septembre 2004 à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2003;
2. Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2003;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;

4. Affectation des résultats;
5. Nominations statutaires;
6. Décisions à prendre en application de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales;
7. Divers.

I (03767/546/18)

Le Conseil d'Administration.

VEZELAY S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt.
R. C. Luxembourg B 44.252.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *16 septembre 2004* à 15.00 heures au siège de la société.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan et compte de Profits et Pertes au 30 juin 2004
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes
5. Réélections statutaires
6. Divers.

I (03789/520/16)

Le Conseil d'Administration.

ORISSA FINANCE, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 44.529.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le *16 septembre 2004* à 15.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2003.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

I (03795/534/14)

Le Conseil d'Administration.

CLAMART INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 33.062.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le *17 septembre 2004* à 11.00 heures, au siège social, 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2003
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs pour l'exercice écoulé et pour la tardiveté de la tenue de l'Assemblée Générale statutaire
5. Décharge à donner au commissaire aux comptes
6. Nominations statutaires
7. Divers

I (03946/000/20)

Le Conseil d'Administration.

JCGS INVESTISSEMENTS S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R. C. Luxembourg B 48.843.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 17 septembre 2004 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2003;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2003;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2003;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
7. divers.

I (03994/817/18)

Le Conseil d'Administration.

MYTHO S.A., Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 72.536.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 7 septembre 2004 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2003.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

II (03793/534/15)

Le Conseil d'Administration.

ARPEGE, Société Anonyme Holding.
Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 56.793.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 6 septembre 2004 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2003.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

II (03805/534/15)

Le Conseil d'Administration.

GONELLA S.A., Société Anonyme Holding.
Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 33.916.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 8 septembre 2004 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2003

3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au Commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Divers

II (03732/000/18)

Le Conseil d'Administration.

PROMOTHERMIS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 15, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 25.358.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 9 septembre 2004 à 15.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2003.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

II (03799/534/14)

Le Conseil d'Administration.

PROMOCALOR S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 57.411.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 9 septembre 2004 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2003.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

II (03798/534/14)

Le Conseil d'Administration.

CANNELLE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 98.670.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 6 septembre 2004 à 8.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mars 2004
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
5. Divers.

II (03893/795/15)

Le Conseil d'Administration.

ROHSTOFF A.G., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 18.165.

Les actionnaires et obligataires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 8 septembre 2004 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2003

3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

II (03720/795/17)

Le Conseil d'Administration.

ALISON INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 76.756.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 7 septembre 2004 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2003
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

II (03719/795/16)

Le Conseil d'Administration.

JANUS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 63.561.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 8 septembre 2004 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2003
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

II (03718/795/14)

Le Conseil d'Administration.

UBS MFP SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 93.106.

Shareholders are kindly convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders which will be held at 291, route d'Arlon, Luxembourg, on September 6, 2004 at 11.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Reports of the Board of Directors and the Auditor.
2. Approval of the financial statements as of April 30, 2004.
3. Decision on allocation of net profits.
4. Discharge of the Directors and of the Auditor in respect of the carrying out of their duties during the financial year ended April 30, 2004.
5. Election of the Members of the Board of Directors.
6. Appointment of the Auditor.
7. Miscellaneous.

Voting

Resolutions on the Agenda may be passed without quorum, by a simple majority of the votes cast thereon at the Meeting.

Notes

Holders of bearer shares may vote at the Meeting:

- in person by producing at the Meeting a blocking certificate issued by the Custodian Bank, UBS (LUXEMBOURG) S.A., or the Swiss Correspondent UBS FUND MANAGEMENT (SCHWEIZ) AG in Basel, which will be issued to them against blocking of their shares, at the latest on September 3, 2004.

- by proxy by completing the proxy form which will be made available to them against blocking of their shares as aforesaid. The proxies must be sent together with the blocking certificate to and have to be in possession of UBS MFP SICAV c/o UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. at the latest on September 3, 2004.

Shares so blocked will be retained until the day after the Meeting or any adjournment thereon has been concluded.

II (03932/755/31)

The Board of Directors.

DOMEUX HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 23.674.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 7 septembre 2004 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2003
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

II (03717/795/14)

Le Conseil d'Administration.

BAY-RUM IMMOBILIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 34.691.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 7 septembre 2004 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2004
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

II (03715/795/16)

Le Conseil d'Administration.

AMERLY'S INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 21.418.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 6 septembre 2004 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2004
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

II (03685/795/16)

Le Conseil d'Administration.

ALMAFIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 43.749.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 6 septembre 2004 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 avril 2004
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Divers

II (03686/795/15)

Le Conseil d'Administration.

ELSIEMA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 21.388.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 6 septembre 2004 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2004
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

II (03683/795/14)

Le Conseil d'Administration.

BLUEFIRE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 60.660.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 6 septembre 2004 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2003
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

II (03684/795/16)

Le Conseil d'Administration.

MINERALS TRADING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 27.482.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 14 septembre 2004 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 14 juillet 2004 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

II (03681/795/14)

Le Conseil d'Administration.

ASSET RESTRUCTURING, Holdingaktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 5, boulevard de la Foire.
H. R. Luxemburg B 34.012.

Die Aktionäre werden hiermit zur

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am 9. September 2004 um 14.30 Uhr in Luxemburg, am Gesellschaftssitz, mit folgender Tagesordnung stattfindet:

Tagesordnung:

1. Vorlage des Jahresabschlusses und der Berichte des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars
2. Genehmigung des Jahresabschlusses sowie Ergebniszuweisung per 31. Mai 2003
3. Entlastung des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars
4. Neuwahlen
5. Verschiedenes.

II (03806/534/16)

Der Verwaltungsrat.

BELTXNEA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxemburg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxemburg B 77.297.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 6 septembre 2004 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2003
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

II (03833/795/16)

Le Conseil d'Administration.

COLFAX HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxemburg B 72.235.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 7 septembre 2004 à 11.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 mars 2004 et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2004.
4. Divers.

II (03842/1023/15)

Le Conseil d'Administration.
